



LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN:

« L'Algérie, un partenaire solide pour la paix et la stabilité dans la région et en Afrique »

P 3

GAZ ALGÉRIEN LIVRÉ À L'ITALIE

Le volume passera à plus de 25 milliards de m3 d'ici fin 2022

P 5

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Jeudi 22 septembre 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5645 - 19^e année

SURCHARGE DES CLASSES



Un problème « sans gravité » pour Belabed

P 4

RECYCLAGE DE DÉCHETS EN ALGÉRIE

Un créneau porteur pour les startups

P 5

ALGÉRIE-GUINÉE EN AMICAL DEMAIN À ORAN



Les Verts pour un quatrième succès de rang

P 7

HIPPODROME ÉMIR ABDELKADER-ZEMMOURI, CET APRÈS-MIDI À 16H00



Les favoris en épouvantail

P 14

EN QUÊTE D'UN SIÈGE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

Algérie : les mérites d'un artisan de la paix

Depuis New York, où il assiste à la 77^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, qui se tient du 20 au 26 septembre 2022, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a procédé au lancement de la campagne de promotion de la candidature de l'Algérie à un siège non permanent au Conseil de sécurité pour la période qui s'étend de 2024 à 2025, lors des élections qui se tiendront dans le cadre de la 77^e session de l'AG onusienne en juin 2023.

LIRE EN PAGE 3



PH : DR

AU GRAND DÉPIT DU MAROC

Le Soudan du Sud rétablit ses relations diplomatiques avec la RASD

P 16

MASSACRES DE MIGRANTS AUX PORTES DE MELILLA

Des eurodéputés relèvent la responsabilité du Maroc et de l'Espagne

Le Maroc et l'Espagne sont rattrapés par leur complicité dans le meurtre, de sang-froid, le 24 juin dernier, aux portes de l'enclave espagnole de Melilla, de dizaines de migrants sans défense.

Ces derniers qui ont, depuis les faits tenté de fuir leurs responsabilités, sont aujourd'hui pointés du doigt, aussi bien par une délégation de parlementaires européens que par des organisations non gouvernementales de défense des droits de l'Homme.

Mardi, et usant de la politique de la fuite en avant, les autorités marocaines ont empêché une délégation de parlementaires européens d'entrer dans la ville de Nador pour enquêter sur la tragédie ayant conduit à la mort de dizaines de migrants d'origine africaine, brutalement tués par la police marocaine alors qu'ils tentaient d'entrer dans l'enclave espagnole de Melilla depuis le Maroc, a indiqué dans un post publié sur sa page facebook, l'Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH), section Nador.

Cette ONG a indiqué qu'elle devait "recevoir mardi une délégation de parlementaires européens, d'avocats et de militants des droits de l'Homme venue enquêter sur le drame du vendredi noir, le 24 juin dernier, qui a fait des dizaines de morts et de disparus", relevant que "les autorités marocaines les ont informé de l'interdiction, sans donner de raisons".

Cela renseigne sur la gêne que vit aujourd'hui le gouvernement Akhenouch qui a été rattrapé par la réalité de son crime abject qui pourrait lui valoir des poursuites au niveau des ins-



tances judiciaires internationales pour crime contre l'humanité et crime raciste.

Les mêmes charges sont retenues contre le gouvernement espagnol de Pedro Sanchez qui est en train de payer son alignement aux thèses de Rabat concernant le règlement du conflit du Sahara occidental et la gestion, ultra sécuritaire, de la question migratoire.

Plus tôt dans la journée de mardi, la délégation du groupe de gauche du Parlement européen, dirigée par l'eurodéputé Miguel Urban, s'était rendue à Melilla où elle a appelé à la démission ou à la révocation du ministre de l'Intérieur Fernando Grande-Marlaska pour la co-responsabilité de l'Espagne "dans le meurtre de plus de quarante personnes et la disparition de 70 autres", lors des événements du 24 juin, indique l'agence Europa Press. Après avoir visité le Centre de séjour temporaire pour immigrés (CETI) en compagnie, entre autres, de ses collègues Cornelia Ernst et Fernando Barrena de la délégation du groupe de gauche, M. Urban a déclaré que lors de ces événements, qui se sont produits du côté marocain après que des centaines de Subsahariens ont tenté d'entrer à Melilla en sautant par-dessus la

clôture, "il y a différentes responsabilités".

UN CRIME « PRÉMÉDITÉ »

À ce titre, il a cité "la responsabilité pénale des forces de sécurité marocaines comme la gendarmerie et le gouvernement marocain lui-même", soulignant qu'il y a aussi "une co-responsabilité du gouvernement espagnol, qui est même allé jusqu'à parler de "bonne action coordonnée avec la police marocaine!", dans une lettre adressée aux autorités marocaines après ce crime odieux. S'adressant aux journalistes, l'eurodéputé a déclaré: "Nous parlons de l'assassinat d'au moins quarante personnes et de la disparition de soixante-dix autres, il s'agit d'un acte criminel qui doit rendre des comptes car, sinon, la loi de l'anarchie et la loi de l'impunité prévaudront, précisément sur le territoire européen, et cela ne peut être autorisé". À cause de ces faits, l'eurodéputé a souligné que "Grande-Marlaska ne peut plus continuer comme ministre un jour de plus: soit il démissionne, soit il est licencié", relevant que ce dernier doit d'abord clarifier devant le Parlement européen ce qui s'est réellement passé le 24 juin. L'Eurodéputé a qualifié de véritable honte de

permettre de subventionner le Maroc avec des fonds européens", ainsi que de faire des "concessions politiques" sur la question du Sahara occidental "pour que ce pays puisse continuer à agir comme une police des frontières". C'est un nouveau camouflet asséné au Maroc qui pourrait voir de nombreux accords de coopération signés avec l'Union européenne, gelés car englobant dans leur zone d'intérêt des territoires sahraouis tout comme il pourrait payer pour ses crimes contre l'humanité commis sur des migrants subsahariens dont le seul tort est de vouloir se rendre à Ceuta et Melilla, des territoires sous autorité d'un membre de l'UE, à savoir l'Espagne. De nombreuses vidéos et images avaient circulé, sur les réseaux sociaux, au lendemain du 24 juin, montrant des dizaines de migrants au sol, quasiment inertes. Certaines montraient également les forces de sécurité marocaines en train de les tabasser. Des séquences vidéo prises par l'AMDH montraient un agent de sécurité marocain frappant au sol des hommes visiblement blessés et un autre agent jetant un corps inerte sur plusieurs personnes. Selon des organisations de défense des droits humains au Maroc et ailleurs, le nombre de victimes lors de la répression sanglante d'environ 2000 migrants africains dépasse de loin les 23 morts annoncés par les autorités marocaines.

Les faits abominables ont suscité des réactions de condamnation à travers le monde et de nombreux pays et organisations internationales ont exigé l'ouverture d'une enquête internationale indépendante, afin de faire la lumière sur ce qui s'est réellement passé et sanctionner les auteurs, note-t-on.

Slimane B.

SAHARA OCCIDENTAL

Le Conseil d'État français pour la légalité internationale

Sur la question du Sahara occidental, la France a fait un petit pas vers le camp de la légalité internationale, à travers la décision du Conseil d'État français concernant les importations agricoles depuis le territoire du Sahara occidental occupé. Il reste au gouvernement français à faire un pas plus grand en reflétant la décision du Conseil d'État dans la position officielle de la France en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU - à propos de la dernière question de décolonisation en Afrique inscrite à l'ONU, celle du Sahara occidental. L'arrêt du Conseil d'État de la République française du 9 juin 2022, rendu à l'initiative de la Confédération paysanne s'agissant des importations agricoles depuis le territoire du Sahara occidental, devrait en principe avoir un impact sur la politique étrangère française concernant le Sahara occidental. Sinon, la France serait dans une posture contradictoire, en continuant à manœuvrer pour retarder la tenue du référendum d'autodétermination et pour bloquer l'élargissement du mandat de la Minurso au respect des droits de l'homme, alors que tout le monde sait, y compris la France, qu'un système d'occupation coloniale bafoue les droits du peuple colonisé. Pour sa part, le Makhzen a reçu une giflette, qui n'est pas la première, sur cette question. En septembre 2021, le tribunal de l'Union euro-

péenne (UE) avait annulé les décisions du Conseil de l'UE « relatives, d'une part, à l'accord entre l'UE et le Maroc modifiant les préférences tarifaires accordées par l'UE aux produits d'origine marocaine, ainsi que, d'autre part, à leur accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable ». Bien avant, en 2016 et en 2018, la Cour de justice de l'UE (CJUE) a fait valoir que puisque le Sahara occidental est un territoire séparé et distinct du Maroc et que ce dernier n'a pas de souveraineté ou de mandat d'administration sur le territoire, les accords bilatéraux UE-Maroc ne peuvent légalement affecter le Sahara occidental qu'avec le consentement du peuple du territoire. Ces décisions tardent à trouver leur traduction concrète dans la politique menée par les dirigeants des États membres de l'UE, dont certains, imprégnés de visées néocoloniales, restent réticents à l'idée de la décolonisation du Sahara occidental. Il y a quelques jours, lors de sa participation à la session du Parlement européen à Strasbourg (Est de la France), le représentant du Front Polisario en Espagne, Abdullah Arabi a appelé les députés européens à exiger de leurs pays à s'aligner sur les positions de l'UE qui soutient les résolutions de la légalité internationale pour permettre au peuple sahraoui de jouir de ses droits légitimes à l'autodétermination, à la lumière des efforts de l'ONU.

L'arrêt du Conseil d'État de la République française est un désaveu supplémentaire pour le royaume marocain et ses alliés qui soutiennent sa politique d'occupation des territoires sahraouis. Le Front Polisario, représentant légitime du peuple sahraoui, s'est félicité, mardi, de cette « très bonne décision » du Conseil d'État français, a-t-il indiqué dans un communiqué. Il a remercié la Confédération paysanne qui a saisi le Conseil d'État français de cette question.

"Le Front Polisario salue chaleureusement l'action de la Confédération paysanne, un noble syndicat qui agit sur les bases de solidarité entre les paysans, et qui donc ne peut accepter que des fruits et légumes issus de territoires occupés, en violation des droits du peuple sahraoui, arrivent sur le territoire européen comme s'ils étaient issus du Maroc", explique le communiqué. Selon les autorités sahraouies, "les produits en provenance du Sahara occidental mais avec des étiquettes mentionnant, par fraude, +Origine: Maroc+ sont débarqués en masse à Perpignan, pour ensuite être distribués sur l'ensemble du territoire européen, et c'est donc une responsabilité du gouvernement français". Oubi Bouchraya Bachir est optimiste. « Nous avons la conviction de grands progrès à venir », a-t-il déclaré.

M'hamed Rebah

AUTODETERMINATION DU PEUPLE SAHRAOUI Le Pérou toujours à fond

Le président péruvien, Pedro Castillo Terrones, a réaffirmé depuis les Nations unies le rétablissement des relations diplomatiques entre son pays et la République arabe sahraouie démocratique, et le soutien du Pérou au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

"Le Pérou a restauré des relations diplomatiques avec la République arabe sahraouie démocratique et soutient fermement son droit à l'autodétermination. Nous apportons notre large soutien aux actions entreprises par le représentant du secrétaire général de l'ONU (Staffan de Mistura) pour rétablir le cessez-le-feu au Sahara occidental et promouvoir une solution négociée et pacifique", a-t-il indiqué dans son discours à l'Assemblée générale de l'ONU. Pour rappel, le président péruvien avait déjà affirmé le 8 septembre dernier l'attachement de son pays au droit à l'autodétermination et à la souveraineté de la République sahraouie, à l'occasion du premier anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques avec la RASD. "Un an après avoir établi des relations diplomatiques avec la République arabe sahraouie démocratique, nous réaffirmons notre persistance à défendre sa souveraine autodétermination", avait-il écrit sur son compte Twitter. Et jeudi dernier, c'est le ministre péruvien des Affaires étrangères qui avait réaffirmé la volonté souveraine du Pérou de renouer ses relations diplomatiques avec la RASD, tout en réitérant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

"Le ministère réaffirme la volonté souveraine du gouvernement du Pérou de renouer ses relations diplomatiques avec la République arabe sahraouie démocratique, conformément au communiqué officiel n 017-2021 du 8 septembre 2021", a-t-il souligné dans un communiqué, réitérant "le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, conformément à la résolution 1514 de l'Assemblée générale des Nations unies, aux principes et postulats universels contenus dans la Charte des Nations unies, et au respect du droit international". En 2021, le Pérou a rétabli ses relations diplomatiques avec la République sahraouie après 25 ans de rupture. Il avait reconnu pour la première fois la RASD en 1984 lors du mandat du président Fernando Belaunde avant de rompre ses relations 12 ans après avec la RASD, sous Alberto Kenya Fujimori. À l'époque, Fujimori, influencé par son conseiller Vladimiro Montesino, acquis aux thèses du Makhzen, avait pris cette décision moyennant une contrepartie financière, avait révélé des sources péruviennes à Lima.

R.I./APS

EN QUÊTE D'UN SIÈGE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

L'Algérie : les mérites d'un artisan de la paix

Depuis New York, où il assiste à la 77^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, qui se tient du 20 au 26 septembre 2022, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a procédé au lancement de la campagne de promotion de la candidature de l'Algérie à un siège non permanent au Conseil de sécurité pour la période qui s'étend de 2024 à 2025, lors des élections qui se tiendront dans le cadre de la 77^{ème} session de l'AG onusienne en juin 2023.



Accompagné par le représentant permanent aux Nations unies, Nadir Larbaoui, ainsi qu'une délégation diplomatique de haut rang, le chef de la diplomatie nationale a fait part à ses homologues et aux différents médias présents pour l'occasion, de « la vision de l'Algérie sur les questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales ». À ce titre, le ministre des AE a mis en avant les priorités de l'Algérie et sa détermination à apporter une valeur ajoutée à ces principes de paix, notamment ceux inspirés du non alignement, du multilatéralisme et de la poursuite de la lutte antiterroriste et contre le crime international organisé, du fait du rôle pivot de l'Algérie dans sa région, notamment dans le Sahel et sur tout le continent africain. Ainsi, en mettant à profit ses atouts géographiques, diplomatiques et stratégiques, sous la conduite du président Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie s'engage à fournir une contribution de qualité aux différentes questions examinées au sein du Conseil.

POUR UNE REPRÉSENTATIVITÉ GÉOGRAPHIQUE PLUS ÉQUITABLE

À la lecture des résolutions relatives aux obligations et sanctions potentielles envers certains Etats, force est de constater que ce Conseil de sécurité n'est en réalité que le reflet de la domination de certaines puissances, n'accordant aux membres non-permanent, un seul et unique pouvoir, à savoir faire part ou dénoncer une quelconque menace sur la

paix et la sécurité internationales, sans pouvoir décisionnel (droit de veto). Un privilège, qui malgré les appels de certains États à une réforme du Conseil, en vue d'une meilleure représentativité et d'un élargissement, continu d'exprimer les réticences des membres permanents, et d'amplifier les désaccords existants au sein même des autres États, pour déterminer ceux qui pourraient occuper un siège permanent ou non-permanent. En effet, le Conseil de sécurité de l'ONU rencontre aujourd'hui des difficultés à se réformer afin de tenir compte des nouveaux équilibres internationaux et de l'engagement de certains pays émergents et en voie de développement et leurs revendications à plus de visibilité et de présence au sein de l'organisation onusienne. Mais jusqu'à l'heure, ce Conseil reste un organe restreint. Accusés à maintes reprises de paralyser le Conseil, les États-Unis, la Chine, la Russie, la France et le Royaume-Uni, rencontrent eux-mêmes des difficultés à déjà s'entendre sur des questions internationales, en raison de leurs intérêts concurrents et de leur menace de veto. Une utilisation qui ne cesse d'être décriée, au point d'être qualifiée par certaines parties d'illégitime et d'irresponsable.

L'ALGÉRIE, UN MÉDIATEUR POUR LA PAIX « PAR EXCELLENCE »

Aujourd'hui, l'Algérie compte mettre à profit les nouveaux rapports de force, par son rôle axial au sein de l'Union africaine et sa vision panafricaine, son poids straté-

gique au Maghreb et sur la scène arabe, et son rôle dans la promotion de la paix et de la stabilité aux niveaux continental et mondial. Des principes considérés comme primordiaux de la politique étrangère algérienne, et des arguments que Lamamra n'a pas manqué de souligner mardi, mettant l'accent sur le statut d'un pays qui a toujours défendu les règles du vivre ensemble, de la paix, de la tolérance, de la coexistence pacifique, de la compréhension et du respect mutuel entre les États.

Effectivement, c'est en se basant sur la coopération efficace de l'Algérie avec les pays de son voisinage en particulier les pays du Sahel, sa médiation au Mali ayant abouti à la signature de l'Accord de paix et de réconciliation nationale, ainsi que ses efforts de promotion du dialogue inter-libyen, en vue d'ouvrir la voie à un règlement pacifique des conflits dans la région, que le chef de la diplomatie algérienne a entamé une campagne de promotion, en guise de message d'un pays, attaché à la paix et à la coopération pacifique.

DÉNONCER LES INJUSTICES FAITES AUX PALESTINIENS ET SAHRAOIS

A moins de deux mois de la tenue du prochain Sommet arabe, la délégation diplomatique algérienne s'attèlera, en sus de la question d'adhésion au Conseil de sécurité en tant que membre non-permanent, à dénoncer les atrocités perpétrées par l'Entité sioniste en Palestine, et les injustices menées par le Makhzen

envers le peuple sahraoui. Fidèle à sa doctrine en faveur de la libération des territoires arabes occupés, et en soutien aux droits du Sahara occidental, l'Algérie semble plus proche que jamais des objectifs de la Charte de l'ONU, tout en défendant ses principes de souveraineté, loin de toute ingérence étrangère quelconque. À l'heure où les décisions de l'ONU sur les questions d'adhésion nécessitent une résolution du Conseil de sécurité avec l'approbation de neuf des 15 Etats membres, à condition qu'aucun des Etats permanents n'oppose son veto, il y a lieu pour l'Algérie, de manœuvrer judicieusement, face aux jeux des coulisses et des lobbies irrités par une Algérie nouvelle, ouverte au monde et plus que jamais militante des droits fondamentaux des peuples opprimés.

NOTRE PAYS JOUIT DE SOUTIENS DE POIDS

En attendant, plusieurs pays ont milité pour l'adhésion de l'Algérie, à l'instar de l'Arabie saoudite, qui s'est dite, au mois d'août dernier, et par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères, le prince Fayçal Bin Farhan Bin Abdullah Al Saoud, convaincue que notre pays jouera un rôle important en faveur de la paix et la sécurité dans le monde. Même son de cloche au mois de février de l'année en cours, où l'UA avait approuvé la candidature de l'Algérie au poste de membre non permanent au Conseil de sécurité, à l'occasion de la 38^{ème} session du Conseil exécutif de l'Union africaine. D'autres pays « frères » vont dans ce sens, compte tenu de l'engagement de l'Algérie en tant que défenseurs de leurs droits et libertés respectives, contrairement à certains pays, faisant partie du cercle d'amitié avec l'Algérie, mais qui pour des raisons d'intérêt stratégiques et expansionnistes, feront tout pour faire obstacle. À bon entendre...

Hamid Si Ahmed

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT Benabderrahmane devant les députés le 3 octobre

La Déclaration de politique générale du gouvernement a été soumise au bureau de l'Assemblée populaire nationale et sera présentée par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane lors d'une plénière prévue le 3 octobre, a indiqué hier un communiqué de l'Assemblée. Le bureau de l'APN a tenu, mercredi, une réunion présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, ajoute le communiqué, précisant que "le bureau a enregistré le dépôt par le gouvernement de la Déclaration de politique générale, conformément aux dispositions de l'article 111 de la Constitution, qui stipule que "le Premier ministre ou le Chef du Gouvernement, selon le cas, doit présenter annuellement à l'Assemblée populaire nationale une Déclaration de politique générale". Dans ce cadre, "le bureau de l'Assemblée a programmé la présentation de la Déclaration de politique générale par le Premier ministre en séance plénière prévue le lundi 3 octobre 2022, avant d'être débattue par les députés de l'APN", précise-t-on de même source. Au terme des interventions lors du débat général, le Premier ministre répondra aux préoccupations des membres de la chambre basse du Parlement, conclut le communiqué.

R. N.

PARTENAIRE SOLIDE DANS LA RÉGION ET EN AFRIQUE

Les États-Unis reconnaissent le rôle pivot de l'Algérie

Le retour en fanfare de la diplomatie algérienne dans le concert des nations n'échappe pas aux observateurs, pas même aux puissances. En pointant à juste titre le rôle cardinal de l'Algérie en tant qu'artisan de la paix et de la stabilité dans la région et en Afrique, des pays comme les États-Unis en connaissent un bout. Flagorneur à l'égard de notre pays, le département d'Etat loue un partenaire « solide » et dont les bons offices ont forgé sa politique étrangère. En effet, dans le cadre de sa participation à la 77^e session de l'Assemblée générale de l'ONU, la

mission diplomatique de l'Algérie conduite par Ramtane Lamamra, a ratissé large en marge de la tribune onusienne. C'est d'autant plus que notre pays aspire à un siège au Conseil de sécurité que le travail des coulisses devra être exploité à fond dans le but d'atteindre cet objectif. Dans la foulée, le chef de la diplomatie nationale qui s'est appuyé des bons et loyaux services du représentant permanent de l'Algérie à l'ONU, Nadir Larbaoui, a mené plusieurs rencontres avec la des diplomates de haut niveau. Parmi lesquels, Lamamra s'est entretenu avec Sous-secrétaire

d'Etat américain pour les Affaires du Proche-Orient, Barbara Leaf, avec laquelle il a discuté de plusieurs dossiers. À commencer par le conflit mondial du moment opposant la Russie et l'Ukraine, dont l'Algérie continue à défendre les solutions de paix respectueuses du droit international. Le dossier dans la région, notamment au Sahel et précisément la situation au Mali, où l'Algérie est un acteur clé en messageur de la paix qu'il est à travers le fameux Accord d'Alger, a été abordé. Tout comme les conflits en présence dans le continent. À l'issue de cette rencontre, le

département d'Etat américain, n'a pas tari d'éloges sur le rôle joué par notre pays sur les scènes régionale et africaine. « L'Algérie est un partenaire solide pour la paix et la stabilité dans la région et sur le continent », écrit le département de Antony Blinken dans un tweet. Selon la Sous-secrétaire d'Etat, la rencontre avec le chef de la diplomatie nationale a porté aussi sur la coopération américano-algérienne dans son volet relatif à la stabilité régionale, la paix et le prochain Sommet arabe d'Alger prévu les 1er et 2 novembre prochains.

Farid Guellil

SURCHARGE DES CLASSES

Un problème « sans gravité », selon Belabed

À l'occasion du coup d'envoi de la rentrée scolaire 2022/2023 qu'il a donné hier depuis la wilaya de Djanet, le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a estimé que le problème de la surcharge des classes serait sans gravité, contredisant ainsi certaines associations de parents d'élèves mais notamment des syndicats du secteur qui ont, à maintes reprises, mis en garde contre cette épineuse question qui risque de faire tâche noire tout au long de l'année scolaire.



Bien que le problème existe depuis plusieurs années sans que des solutions adéquates ne soient mises en place, la surcharge des classes menace, en effet, le bon déroulement de la scolarité dans beaucoup d'établissements scolaires du pays où le nombre d'élèves oscille les 60 par classe. Une situation qui s'est aggravée suite à l'abandon du système d'enseignement par groupes adopté durant les trois années de Covid-19. Si du côté des partenaires, le constat est sans appel, le premier responsable du secteur s'est montré, le premier jour de la rentrée des classes, pas très préoccupé par ce problème. Il a affirmé depuis Djanet que la surcharge n'est

pas aussi grave cette année comme cela se dit ici et là, soulignant que très peu d'établissements souffrent de ce problème, promettant par la même occasion de le régler le plutôt possible. « Chaque élève est en droit d'avoir sa place pédagogique assurée. Nous avons le contrôle de la situation, et vous allez le constater par vous-même » a lancé le premier responsable du MEN à la presse. Dans ce même contexte, il a indiqué que le secteur a bénéficié de 413 nouveaux établissements scolaires, et plus de 1700 classes renforcées pour l'allègement de la surcharge.

« LE NIVEAU DES ENSEIGNANTS D'ANGLAIS EST INDISCUABLE »

Évoquant, par ailleurs, l'intro-

duction de l'anglais dans le cycle primaire, Belabed a assuré que les enseignants recrutés pour assurer cette mission sont des titulaires de licence en anglais ou en interprétariat. De plus, a poursuivi Belabed, ces enseignants ont été formés et encadrés par des experts et des pédagogues.

« Leur niveau est donc indiscutable », a-t-il tranché. Pour leur formation, le ministre de l'Éducation a indiqué qu'elle « se poursuit toujours », rappelant à l'occasion que les 5357 enseignants recrutés « ont déjà bénéficié de 60 heures de formation du 8 au 19 septembre derniers ». Dans le même cadre d'idées, il a fait savoir que plus de 20 000 établissements scolaires du primaire ont bénéficié du livre d'anglais, et que celui-ci était

disponible dans toutes les écoles, pour la réussite de l'enseignement de l'anglais conformément aux instructions du président Tebboune.

À rappeler que près de 11 millions d'élèves ont rejoint hier les bancs de l'école après plus de trois mois de vacances. Sur les 10 977 642 élèves concernés par cette rentrée, 425.625 élèves ont fait leur rentrée à l'école pour la première fois, soit une hausse de près de 4,3% du nombre d'élèves. Ces derniers sont répartis sur 353.175 groupes pédagogiques encadrés par 529.826 enseignants.

Ania Nch

Le message du Président aux élèves et à la communauté éducative

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a félicité, hier, les élèves ainsi que la communauté éducative à l'occasion de la rentrée scolaire 2022/2023. « Je souhaite toute la réussite à nos élèves à l'occasion de la rentrée scolaire. C'est désormais l'heure du travail et du sérieux. Tous mes vœux de réussite à vous tous, ainsi qu'à la communauté éducative », a tweeté le président de la République.

A. N. ch.

SOLIDARITÉ NATIONALE

Les élèves aux besoins spécifiques au rendez-vous de l'école

Ils étaient près de 30 000 élèves aux besoins spécifiques à avoir été hier, au rendez-vous avec le premier jour de la rentrée scolaire, en ayant accès à des classes pédagogiques pour l'année 2022/2023. La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou a supervisé hier à Tlemcen la cérémonie d'ouverture de la nouvelle année scolaire des élèves aux besoins spécifiques, en présence des autorités de la wilaya, qui s'est déroulée au Centre des malentendants, dans la commune de Mansourah. Par la même occasion, la ministre assisté durant sa visite, à un cours inaugural ainsi qu'aux activités organisées par les élèves, non sans une visite dans les

classes aux centres psychopédagogiques de la wilaya précitée. À Tlemcen la nouvelle année scolaire concerne 797 élèves ayant différents handicaps qui sont répartis à travers 14 centres spécialisés alors que 131 autres ont été intégrés dans 15 classes du secteur de l'Éducation nationale. La nouvelle année 2022/2023 verra le retour d'élèves aux besoins spécifiques à leurs établissements spécialisés relevant du secteur d'action sociale et accueillera ces élèves à travers 238 établissements psychopédagogiques sous la direction de l'action sociale, et 1065 classes dans les établissements du secteur de l'Éducation nationale à travers le pays.

M. Seghilani

PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU JOURNALISTE PROFESSIONNEL

La cérémonie de la 8^e édition aura lieu le 22 octobre

La 8^e édition du Prix du président de la République du journaliste professionnel sera organisée à l'occasion de la Journée nationale de la presse, célébrée le 22 octobre de chaque année. C'est ce qu'a annoncé, hier, le ministre de la Communication. Le Département de Mohammed Bouslimani, a indiqué, à ce titre que l'édition de cette année aura pour thème, le soixantenaire de l'indépendance: « Défis d'hier, défis d'aujourd'hui », précisant que ce prix se veut « une reconnaissance du processus de lutte

des médias algériens durant la Guerre de libération nationale et un hommage aux professionnels de la presse nationale, écrite, audiovisuelle et électronique, qui contribue à la consécration du droit du citoyen à une information objective et crédible ». « Cette lutte qui fut dans le passé une horrible obsession pour le colonialisme barbare, continue aujourd'hui son parcours pour l'édification et l'accompagnement de la Patrie, afin d'atteindre les objectifs du développement durable (ODD) au sein de la liberté, de la

dignité, de la prospérité et du progrès », souligne le ministre. Le Prix du président de la République du journaliste professionnel vise, selon la même source, à « promouvoir la production médiatique nationale, toutes formes confondues, et à encourager la créativité et le professionnalisme au sein de la presse nationale par l'instauration d'une culture de mérite et la distinction des meilleures œuvres médiatiques pertinentes, tant individuelles que collectives ».

R. N.

L. Zeggane

DROGUES MAROCAINES L'ANP saisit 7 quintaux de kif et arrête 57 narco-trafiquants

Selon un bilan opérationnel rendu public, hier, par le ministère de la Défense nationale « des tentatives d'introduction de grandes quantités de drogue s'élevant à plus de sept quintaux de kif traité par les frontières avec le Maroc ont été déjouées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire, et ce durant la période allant du 14 au 20 septembre.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité lors de diverses opérations exécutées à travers les Régions militaires, « 57 narco-trafiquant et ont déjoué des tentatives d'introduction de grandes quantités de drogues provenant des frontières avec le Maroc, s'élevant à sept quintaux et 68 kilogrammes de kif traité, alors que 236 998 comprimés psychotropes ont également été saisis », précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP « ont arrêté 10 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national, tandis qu'un autre détachement a découvert et détruit une casemate pour terroristes et deux bombes de confection artisanale lors d'une opération de fouille et de ratissage à Bouira ».

Par ailleurs, des détachements de l'ANP « ont intercepté, à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In-Guezzam et Djanet, 193 individus et saisi 17 véhicules, 227 groupes électrogènes, 116 marteaux piqueurs, 6 détecteurs de métaux, 36 tonnes de mélanges d'or brut et de pierre, ainsi que des outils de détonation et des équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, tandis que 17 autres individus ont été arrêtés et 10 fusils de chasse, des quantités de denrées alimentaires destinées à la contrebande, s'élevant à 58 tonnes, ainsi que 167 quintaux de tabacs et 12.130 unités d'articles pyrotechniques ont été saisis à Naâma, Mascara, Adrar, Biskra, El-Oued, Sétif, Mila et In Amenas ». Dans le même contexte, les Garde-frontières « ont déjoué, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale, des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 30.514 litres à Bordj Badji Mokhtar, Tamanrasset, Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras, alors que 115 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national ». Ces opérations s'inscrivent dans la « dynamique des efforts soutenus de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme », ont abouti à des « résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national », conclut le communiqué.

LE RECYCLAGE DES DÉCHETS EN ALGÉRIE

Un créneau porteur pour les startups

La ministre de l'Environnement et des Énergies renouvelables, Samia Moualfi appelle les start-ups à « investir » dans le domaine du recyclage des déchets. Lors d'une visite dans la wilaya de Khenchela, la ministre estime que « les investissements dans le recyclage des déchets sont créateurs de richesse et d'emplois ».



Ph. : DR

Au cours de sa visite au club environnemental à l'école primaire « Ahmadou Mohamed » dans la commune de Bouhmama, Mme Moualfi a invité les associations et les composantes de la société civile à « participer à l'ensemble des programmes en rapport avec le domaine environnemental d'autant que la wilaya de Khenchela s'appête à relancer le projet du barrage vert et les opérations de reboisement dès octobre prochain ». Elle a également appelé à « la consécration de la notion de l'éduca-

tion environnementale chez les jeunes générations à travers la programmation des cours aux élèves des écoles primaires l'incitant à la nécessité de protéger l'environnement ». En outre, Moualfi a indiqué que son département ministériel a mis une plateforme numérique à la disposition des startups désirant investir dans le domaine du recyclage des déchets pour les accompagner dans la concrétisation des différents projets bénéfiques pour l'environnement, le pays et les propriétaires des start-up. A cette occasion, elle a instruit les responsables du CET de la commune de Beghaï à œuvrer pour développer davantage le Centre et le rendre complémentaire à tra-

vers la valorisation des déchets et le recyclage et encourager les start-up à investir dans ce domaine dans le cadre de la nouvelle approche adoptée par le ministère en vue de contribuer à optimiser le rendement de l'économie du recyclage des déchets. Inspectant le projet de réalisation d'un second CET de la commune Baghai qui s'inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement de cette wilaya, la ministre a donné des instructions pour respecter les délais contractuels et l'accélération de la cadence des travaux à travers la mobilisation de brigades devant travailler par alternance pour le réceptionner dans les délais fixés. La

ministre a assisté à la cérémonie de signature de deux conventions de coopération lors de sa visite au sein du lycée d'Ain Djarbou le nouveau lycée à la localité Ain Djarbou dans la commune de Babar doté d'énergie solaire, la première convention elle vise les secteurs de l'Environnement et de l'Education nationale pour la généralisation et l'encouragement de l'éducation environnementale et l'activité environnementale en milieu scolaire et également l'encadrement des clubs environnementaux et pour ce qui est de la seconde convention, elle vise l'encouragement de certains métiers notamment dans les spécialités de gestion des déchets, le recyclage, les énergies renouvelables et l'accompagnement des diplômés du secteur pour concrétiser leurs projets et créer leurs propres micros-entreprises. Mme Moualfi a également appelé les responsables des différents établissements publics notamment de l'Éducation à la nécessité de « basculer vers l'énergie solaire à travers la programmation de projets de développement bénéficiant de l'électricité via cette énergie verte dans le cadre des efforts visant la rationalisation des dépenses et la transition vers l'énergie propre ».

L. Zeggane

SELON LE RAPPORT « AFRICA RISK-REWARD INDEX » 2022

La relance économique soumise à de rudes épreuves

L'édition 2022 du rapport « Africa Risk-Reward Index » a détaillé l'évolution du paysage de l'investissement sur les principaux marchés africains et offre une perspective fondée et à plus long terme. Toutefois, le Continent continue à faire face aux séquelles de la pandémie et du conflit russo-ukrainien qui devraient avoir un impact sur les perspectives économiques en Afrique pendant de nombreuses années à venir.

Selon Patricia Rodrigues, analyste chargée de l'Afrique de l'Ouest auprès de Control Risks, une société mondiale de conseil, « l'Afrique se voit dans une relance économique soumise à de rudes épreuves vécus par le Continent les dernières années et les perturbations liées aux pandémies et la sécheresse récurrente ». Des experts s'expriment dans l'édition 2022 du rapport « Africa Risk-Reward Index ». « La croissance économique africaine est menacée par la crise climatique, les incertitudes politiques et l'imprévisibilité en matière de réglementations, le Continent devait faire face à toutes sortes de menaces émergentes comme les conflits sporadiques, les chocs climatiques et les incertitudes politiques et réglementaires ». La crise climatique, les perturbations des chaînes d'approvisionnement causées par la pandémie, la flambée des prix des denrées alimentaires et l'incohérence de l'environnement réglementaire ont été comme des menaces pesant sur les économies africaines,

selon le même rapport qui a souligné aussi que : « le Continent devait s'attaquer à ses problèmes d'insécurité alimentaire, accélérer sa transition écologique et renforcer la confiance des citoyens dans les gouvernements pour soutenir la croissance et la stabilité ». Le rapport a considéré que la croissance économique future de l'Afrique dépendra de l'adoption d'énergies renouvelables, d'investissements dans des systèmes alimentaires résistants au changement climatique, d'une intégration rapide et d'une gestion prudente des finances publiques, une autre analyste de Control Risks a déclaré que « les Gouvernements africains

devaient mettre en place des politiques et des réglementations intelligentes afin de lutter contre les pressions inflationnistes qui menacent la croissance à long terme du continent ».

Cependant les pays riches continuent à s'enfuir de la responsabilité en tant que pollueur et refusent de se soumettre à la règle de pollueur-payeur, causant des changements climatiques en raison de l'intense activité industrielle, et manquent à leurs engagements pris, notamment en matière de soutien au développement durable et à la lutte contre la pauvreté.

M. Seghilani

GAZ ALGÉRIEN LIVRÉ À L'ITALIE

Le volume passera à plus de 25 milliards de m3 d'ici fin 2022

L'Algérie, qui entretient des relations « privilégiées » avec l'Italie, assure l'approvisionnement de l'Italie en gaz et compte augmenter ses livraisons à plus de 25 milliards de m3 d'ici la fin de l'année, a indiqué un communiqué du ministère de l'Énergie et des Mines. Les dernières rencontres, entre les Présidents algérien, Abdelmadjid Tebboune, et italien Sergio Matarrela et le président du Conseil des ministres d'Italie, Mario Draghi ont scellé le partenariat énergétique entre les deux pays. Ainsi, avec 17,8 milliards de m3 de gaz livrés à ce jour, l'Algérie, qui « honore ses engagements avec l'Italie », consolide sa position de premier fournisseur en gaz de l'Italie, qui « va encore recevoir 10 milliards de mètres cubes de gaz supplémentaires » dans les prochains mois, précise la même source. Avec les augmentations de production de gaz, et les dernières découvertes de Sonatrach, l'Algérie « renforcera encore sa position de premier fournisseur de gaz de l'Italie, comme il a été décidé par les deux Présidents », souligne le communiqué.

R. E.

CNMA

Une situation d'aisance financière profitable aux agriculteurs

En marge d'une réunion parlementaire organisée mardi à l'Assemblée populaire nationale, entrant dans le cadre de la présentation soumise devant la Commission de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement, et relevant du fonctionnement et des mécanismes de la Caisse nationale de mutualité agricole, son DG, Cherif Benhabiles, a affirmé que « la situation financière de la caisse était en amélioration constante, avec des réserves atteignant les 22 milliards de dinars ». Considérant la CNMA comme « une institution financière des plus importantes activant dans le secteur agricole et dans le secteur des assurances, forte de 69 caisses régionales et plus de 500 bureaux locaux, et en raison du poids de ce secteur stratégique et du rôle qu'il joue dans l'accompagnement des efforts des agriculteurs, afin d'améliorer le rendement agricole et assurer la sécurité alimentaire », le président de ladite commission, Ali Bensebgag, a fait part de « l'ouverture prochaine de plusieurs antennes dans les nouvelles wilayas ». Non sans déplorer « la réticence de la majorité des agriculteurs dans certaines wilayas à adhérer au système d'assurances », Bensebgag a exhorté les agriculteurs à aller vers « l'assurance obligatoire ». En outre, les députés présents à cette réunion ont mis en avant « l'importance de créer un mécanisme de financement et de soutien aux agriculteurs, la nécessité de renforcer la sécurité sociale des agriculteurs, afin d'améliorer le rendement du secteur agricole ». Des préoccupations devant être soumises par Benhabiles, au ministère concerné, sous forme de recommandations.

Hamid Si Ahmed

REGISTRE DE COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Le CNRC publie un nouveau guide d'inscription

Le lancement du premier Salon du e-commerce et des services en ligne, mardi à la SAFEX, a été l'occasion d'aborder le volet relatif aux réglementations régissant l'activité des e-commerçants, vis-à-vis de la Chambre nationale du registre du commerce. Un point soulevé par la directrice de la coopération et de la communication au niveau du CNRC, Nadjat Oulmi, qui a annoncé, outre le nombre de e-commerçants inscrits, à savoir 2500, la mise en application de nouvelles mesures, en application des dispositions de la loi 18-05 relative au commerce électronique. A cet effet, un nouveau guide détaillé sur les procédures d'immatriculation au registre de commerce, les règles générales et les engagements des utilisateurs électroniques, a été publié par le CNRC. Ayant pour objectif de sécuriser les opérations et simplifier les procédures des commerçants et des clients, ce guide a fixé, entre autres, les instances chargées du e-commerce, les moyens de paiement, ainsi que les peines encourues en cas de violation de la loi en question. Rappelons, par ailleurs, que la loi relative au commerce électronique, fixant les règles générales des biens et des services, a été publiée au dernier journal officiel au début du mois de juin dernier, notamment concernant les droits et les taxes prévus par la législation et la réglementation en vigueur. En sus de ces taxes, d'autres lois sujettes à des sanctions financières, dont l'obligation par l'e-fournisseur, de présenter son offre commerciale électronique de manière visible, lisible et compréhensible, ont été actées durant le mois de juin de l'année en cours.

H. S. A.

AMICAL/ALGÉRIE-GUINÉE (DEMAIN À 20H00) À ORAN

Les Verts pour un quatrième succès de rang



Ph : DR

Pour son premier match de la nouvelle saison 2022-23, amical soit-il, la sélection algérienne table sur la victoire pour rester sur la dynamique des trois succès réalisés lors de la précédente date FIFA en juin dernier, qui a suivi l'amère élimination dans les barrages qualificatifs au Mondial-2022 au Qatar.

Demain soir (20h00), les Verts donneront la réplique au Sily national de la Guinée sur la pelouse du stade Miloud-Hadefi d'Oran, un rendez-vous qui sera loin d'être considéré comme un simple match amical, étant donné que l'entraîneur national, Djamel Belmadi, connu pour son tempérament de gagnant, table sur la victoire avant quatre jours d'une autre rencontre amicale et dans le même stade face au Nigeria.

Les Verts, qui retrouvent pour l'occasion la ville d'Oran où ils ont évolué pour la dernière fois il y a de cela 17 ans, savent donc ce qu'attend d'eux le coach national qui veut garder ses poulains dans l'ambiance de la compétition continentale après le report de la troisième et quatrième journée des éliminatoires de la CAN-2024 alors qu'elles étaient initialement prévues pour le mois de septembre en cours. Le driver national s'est d'ailleurs exprimé sur l'objectif des deux matchs amicaux à Oran lors de sa conférence de presse de dimanche dernier qu'il a tenue au Centre technique de Sidi Moussa : «Pour cette trêve, on veut être compétitifs. La Guinée, on l'avait étudiée à la CAN

2019 et leurs matchs contre nous sont souvent à leur avantage. On veut rencontrer des problèmes, des matchs difficiles et spécifiques à l'Afrique pour progresser. Aussi, la plupart des joueurs de la Guinée, la quasi-totalité même, évolue en Europe. Je connais également leur sélectionneur, ce sera une belle rencontre. Le Nigeria, quant à lui, n'est plus à présenter. Il viendra sûrement avec l'ambition de prendre sa revanche sur ses dernières défaites contre nous», a-t-il dit.

Et d'enchaîner: «Le but de nos deux matchs? Progresser, donner l'opportunité à certains d'évoluer en EN dans le contexte très particulier qu'est celui de notre continent, avoir une expérience du niveau international».

Mais contrairement à ce que s'attendaient beaucoup avant cette date FIFA, l'effectif de la sélection nationale n'a pas connu beaucoup de changements par rapport à ce qui avait été le cas depuis l'arrivée de Belmadi aux commandes techniques en 2018. Pourtant, l'homme avait promis d'injecter du sang neuf au groupe des Fennecs après les deux désillusions de la CAN-2022 et les barrages qualificatifs au Mondial qatari.

D'ailleurs, seul un joueur est venu renforcer les rangs du "Club Algérie" lors de l'actuel stage, en l'occurrence, le milieu de terrain du CR Belouizdad, Merizegue, alors que Bentaleb, qui évolue dans le même registre, a effectué son retour après quatre années d'absence.

Hakim S.

GUINÉE

Le capitaine du "Syli national" Naby Keita forfait

Le milieu de terrain de Liverpool, Naby Keita, n'est pas du voyage de la sélection guinéenne à Oran où elle affrontera son homologue algérienne vendredi (20h00) au stade Miloud-Hadefi, a annoncé mardi la Fédération guinéenne de football (FEGUIFOOT) sur son site officiel. "En raison de son état de santé physique, le staff technique de l'équipe nationale de Guinée a pris la décision finale de laisser le joueur poursuivre le protocole de traitement de son club. Cela vise à lui permettre de retrouver la compétition au plus vite et être disponible pour les prochaines échéances en équipe nationale et en club", lit-on dans le communiqué publié par la FEGUIFOOT. La même source a précisé que "selon le rapport médical transmis par le Liverpool Football Club, Naby Keita est jugé trop juste pour les deux matchs de la Guinée". Le Syli national, à pied d'œuvre à Oran depuis lundi soir, donnera la réplique également à la Côte d'Ivoire, le 27 septembre à Amiens en France, dans un autre match amical comptant pour la fenêtre FIFA du mois de septembre, souligne-t-on. Outre le capitaine de la sélection guinéenne, cette dernière est privée aussi des services Saï dou Sow, blessé à la cheville. Le sélectionneur Kaba Diawara a dû d'ailleurs le remplacer par Abdoulaye Sylla, précise-t-on de même source.

La pelouse du stade d'Oran est dans un "très bon état"

La Fédération algérienne de football (FAF) a qualifié de "très bonne pelouse" le rectangle vert du stade Miloud-Hadefi d'Oran sur lequel la sélection nationale a effectué sa première séance d'entraînement en vue de ses deux matchs amicaux contre la Guinée et le Nigeria respectivement vendredi et mardi prochains. "Les hommes de Djamel Belmadi ont rejoint le stade Miloud-Hadefi dès 19h00 (mardi) pour leur première séance d'entraînement, sur une très bonne pelouse et sous un climat très

favorable pour l'effort", lit-on dans le compte rendu publié sur le site officiel de la FAF relatant les premiers pas des Verts dans la capitale de l'Ouest qu'ils ont ralliés en fin d'après-midi de mardi. La pelouse hybride du stade Miloud-Hadefi, inauguré officiellement en juin dernier à l'occasion de la 19e édition des Jeux méditerranéens (JM) tenue dans la capitale de l'Ouest du pays, a subi une opération de régénération générale dès la fin de cette manifestation sportive régionale. C'est la première fois que la sélection nationale A

évolue dans ce stade, d'une capacité d'accueil de 40 000 places et relevant du grand complexe sportif d'Oran. Au menu de la bande à l'entraîneur national, Djamel Belmadi, pour la journée de mercredi, une séance vidéo, une autre de "gym" et une troisième technico-tactique à partir de 18h00, a précisé la même source. Pour sa part, l'adversaire des Verts vendredi, le "Sily national", qui se trouve à Oran depuis lundi, a effectué sa première séance d'entraînement au niveau du stade annexe du complexe sportif.

**S
T
R
O
P
S**

ALORS QU'IL REFUSE TOUJOURS DE REJOINDRE LES VERTS

Ait Nouri zappé encore par Deschamps

Ce n'est un secret pour personne. Le latéral gauche du club anglais de Wolverhampton, le Franco-algérien, Rayane Ait Nouri, nourrit toujours l'ambition de participer à la prochaine Coupe du monde, prévue en décembre au Qatar, et pour laquelle la sélection de France est qualifiée.

C'est d'ailleurs là, la raison principale qui a poussé ce jeune de 21 ans à se montrer hésitant à l'idée de rejoindre la sélection nationale après avoir été sollicité, et son père aussi, par l'entraîneur des Verts, Didier Deschamps.

Mais il se trouve qu'en dépit de la belle forme affichée par l'ex-joueur d'Angers SCO dans le championnat anglais, il demeure toujours en dehors des plans du sélectionneur



PH: S. DR

de la France, Didier Deschamps. Un état de fait qui vient d'être vérifié encore, puisque l'ancien milieu de terrain des Bleus vient de faire appel à Adrian Trouver pour pallier l'absence de Lucas Hernandez qui a déclaré forfait pour les deux matchs de la sélection française lors de l'actuelle date FIFA.

Avant de convoquer Trouver, Deschamps a fait appel aussi au latéral gauche d'Aston Villa, Lucas Digne, sauf que ce dernier n'a pu répondre présent en raison d'une blessure qu'il traîne.

Tout cela montre qu'Ait Nouri n'est pas du tout dans les plans du patron technique de la sélection française, ce qui devrait lui donner matière à réfléchir concernant son avenir

international.

Il faut dire, qu'en se référant aux derniers propos de Djamel Belmadi qu'il a tenus lors de la conférence de presse de dimanche passé, le patron technique des Verts ne veut nullement condamner les jeunes joueurs binationaux qui refusent toujours de rejoindre le "Club Algérie". Allusion faite, entre autres, à Ait Nouri, car le coach national garde toujours espoir de voir ces joueurs changer d'avis à l'avenir. Ça devrait du reste être le cas pour Ait Nouri après s'être rendu compte qu'il a de très minimes chances pour intégrer l'équipe de France, du moins en prévision du prochain mondial.

H. S.

MADJID BOUGHERRA, SÉLECTIONNEUR DES A' :

"Je suis inquiet du niveau de certains joueurs"

L'entraîneur de la sélection nationale A' de football, Madjid Bougherra, a affirmé son inquiétude par rapport au niveau de certains joueurs "qui doivent travailler davantage pour mériter leur place en sélection, en prévision du Championnat d'Afrique des nations des joueurs locaux CHAN-2023 qu'organiserait l'Algérie du 8 au 31 janvier. "Je suis inquiet et pas content du niveau de certains joueurs. On peut expliquer cela par la charge subie durant la préparation d'intersaison pour certains joueurs, mais pour d'autres, je trouve que leur niveau est inquiétant. D'ailleurs, je leur ai dit en toute franchise qu'il faudra travailler davantage dans leurs clubs en vue de la prochaine CHAN en Algérie", a déclaré Bougherra à la chaîne TV de la Fédération algérienne de football (FAF). La sélection nationale A' a entamé lundi un stage de préparation (19-29 sept), ponctué par deux rencontres d'application, contre le Nigéria (à huis clos), vendredi (17h30) au stade Chadid Hamlaoui de Constantine, et le Soudan, six jours après au stade Miloud Hadeff d'Oran (20h00). Sur le plan offensif, le sélectionneur de l'équipe A' s'est réjoui de la présence des attaquants Mahious (USM Alger), Nezla (JS Kabylie) et Arbi (CR Belouizdad), une opportunité pour "voir leur évolution à l'occasion de ce stage". " Durant les trois prochains mois, nous allons programmer des déplacements

dans quelques wilayas du pays. Nous avons une démarche internationale dans le choix des joueurs, basée sur la qualité et surtout l'expérience afin de trouver une meilleure homogénéité entre les joueurs.". Pour l'ancien capitaine des Verts, "l'objectif de l'équipe A' est d'alimenter la première équipe et c'est justement le cas du gardien Chaal qui vient d'intégrer le groupe des Verts

suite à la blessure de Mandrea. On travaille également en collaboration avec les staffs techniques des U20 et les U23 qui préparent eux aussi des échéances importantes dont la Coupe d'Afrique des nations de leurs catégories.". Concernant la double confrontation amicale face au Nigéria et le Soudan, Bougherra a indiqué que "nous aurons déjà l'opportunité de

jouer dans la nouvelle enceinte du stade Chadid Hamlaoui de Constantine. Je pense que nous aurons à disputer huit matches avant la CHAN-2023", a conclu Bougherra. Le sélectionneur de l'équipe nationale de football A', composée de joueurs locaux, avait retenu 26 joueurs pour ces deux joutes amicales.

CHAN-2023

Une délégation de la CAF aujourd'hui à Alger pour une mission d'inspection "majeure"

Une délégation de la Confédération africaine de football (CAF) composée d'experts techniques dans divers domaines opérationnels ralliera Alger jeudi pour visiter les trois villes retenues pour abriter les rencontres du Championnat d'Afrique des Nations CHAN-2022 (reporté à 2023), réservé aux joueurs locaux, prévu du 13 janvier au 4 février 2023, a annoncé l'instance continentale mercredi dans un communiqué. " L'équipe d'inspection arrivera ce jeudi 22 septembre à Alger et donnera le coup d'envoi des visites le lendemain, vendredi 23 septembre à Constantine. Le jour suivant, samedi 24 septembre, la délégation sera à Oran. Dimanche 25 et lundi 26 septembre, elle sera dans la capitale Alger", précise la CAF sur son site officiel. La délégation est composée d'experts techniques des compétitions, du marketing, de la télévision, de la sûreté et de la sécurité, de l'hospitalité, du protocole, des services médicaux, des médias et autres, ajoute la même source. Outre les stades retenus pour la compétition, la délégation visitera "un certain nombre d'installations et de sites qui seront utilisés pendant les compétitions, notamment les hôtels, les hôpitaux, les sites d'entraîne-

ment et d'autres zones".

" A trois mois du tournoi, il est important d'évaluer l'état de préparation et de donner un feedback à nos hôtes. Au cours des derniers mois, de petites équipes de la CAF se sont rendues en Algérie pour inspecter les sites, mais cette inspection est majeure car elle couvre tous les aspects de la compétition. L'équipe d'inspection me rendra compte, ainsi qu'à notre Comité exécutif, des progrès accomplis", a déclaré le secrétaire général de la CAF, Veron Mosengo-Omba. Et d'ajouter : " Nous attendons également avec impatience et préparons le tirage au sort final du samedi 1er octobre 2022. C'est un événement important dans le compte à rebours de l'événement prévu l'année prochaine".

Voici par ailleurs le programme de la visite d'inspection de la CAF :

1. Jeudi 22 septembre : Arrivée à l'aéroport : (12h00)
2. Vendredi 23 septembre : Constantine 3.
- Samedi 24 septembre : Oran 4.
- Dimanche 25 et lundi 26 septembre : Alger

JS SAOURA

L'entraîneur tunisien Nassif Bayaoui démissionne de son poste

L'entraîneur tunisien Nassif Bayaoui, a décidé mardi de démissionner de son poste d'entraîneur de la JS Saoura, a-t-on appris auprès de la direction de ce club de la ligue 1 de football. "Je n'ai pas prévu de mettre un terme à ma collaboration avec la JS Saoura, malheureusement je me suis trouvé dans la nécessité de rompre avec mon club, et ce pour des raisons personnelles.", a déclaré l'entraîneur Tunisien, dans une vidéo postée sur la page Facebook officielle du club. Nassif Bayaoui (45 ans), avait rejoint la barre technique du club phare de la Saoura en mai 2022 ou il a signé un contrat de deux saisons, en remplacement de son compatriote Kais Yaacoubi.

JS KABYLIE

Mourad Ait Tahar nouveau directeur sportif

L'ancien capitaine de la JS Kabylie, Mourad Ait Tahar a été nommé directeur sportif du club, a annoncé mardi, la formation kabyle de Ligue 1 professionnelle de football. "Dans le cadre du plan de structuration du club et d'accompagnement du projet sportif, la direction a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Mourad Ait Tahar au poste de directeur sportif de la JSK" indique un communiqué du club publié sur sa page officielle Facebook. Agé de 53 ans, Ait Tahar avait déjà occupé ce poste en 2018. Médecin de formation, l'ancien attaquant international a remporté plusieurs titres avec la JSK dont deux fois champions d'Algérie, 2 coupes d'Algérie ainsi que le titre de champion d'Afrique en 1990. Ait Tahar a également évolué sous les couleurs du MC Alger et de l'USM Blida, et ce, avant de mettre fin à sa carrière de footballeur.

Les sélectionneurs tentent de relativiser en faisant valoir que la plupart d'entre eux sont logés à la même enseigne, tel Didier Deschamps, patron de l'équipe de France: "Le fait de ne pas avoir la possibilité d'avoir un match avant la compétition, c'est regrettable mais ce sera le cas de pratiquement tout le monde", a-t-il noté la semaine dernière. "C'est la même chose pour tout le monde, donc c'est juste", a tranché de son côté le sélectionneur espagnol Luis Enrique. Si la France championne du monde en titre, qui débute le 22 novembre contre l'Austra-

LIGUE 2

ES Ben Aknoun, MC El Eulma et SKAF Khemis joueront à huis clos

Les clubs de l'ES Ben Aknoun, MC El Eulma et SKAF Khemis Miliana disputent leurs matchs du championnat de Ligue 2 dont le coup d'envoi de la nouvelle saison sera donné le week-end prochain, sans la présence du public en raison de la non homologation de leurs stades, a indiqué la Ligue nationale de football amateur mardi. Les stades de L'ESBA (Abada Mohamed Larbi), du MCEE (Harreche Amar) et du SKAF (Mohamed Belkebir) ne remplissent pas les conditions réglementaires (capacité d'accueil) exigées pour accueillir des rencontres en présence du public, précise la LNFA dans un communiqué publié sur son site officiel. Dans l'impossibilité de trouver un stade de domiciliation conforme, à la demande des clubs suscités, la LNFA les autorise, à titre exceptionnel, à recevoir dans les dits stades sans la présence du public (Huis Clos), souligne la même source. D'autre part, les clubs IB Khemis El Khechna et le NRB Telaghema dont les stades ne sont pas conformes aux exigences réglementaires sont invités à communiquer à la Ligue dans les meilleurs délais, particulièrement IBKEK club recevant lors de la 1ère journée prévue les 23 et 24 septembre un stade de domiciliation dûment homologué et conforme aux conditions réglementaires exigées pour y être programmés, informe la LNFA.

MONDIAL-2022

Avant le Qatar, le casse-tête d'une préparation atypique

Préparer une Coupe du monde avec une petite semaine devant soi, c'est le défi des nations qualifiées pour le Mondial-2022 au Qatar (20 novembre-18 décembre), abordé sans plage de préparation ni matches amicaux... au risque d'états de forme disparates et de "grosses surprises" sportives.

Alors que les équipes mondialistes ont entamé cette semaine leur ultime fenêtre internationale avant le grand rendez-vous planétaire, le calendrier atypique et ultra-resserré de l'avant-Mondial, disputé pour la première fois en pleine année sportive en Europe et non à l'intersaison, ne laissera aucune marge aux 32 sélections nationales. Entre le dernier week-end consacré aux championnats de clubs, les 12 et 13 novembre, et le match d'ouverture Qatar-Equateur le dimanche 20 novembre, les joueurs n'auront qu'une semaine de montée en puissance, contre trois semaines à un mois avant chaque grande compétition. Une inconnue majeure. "Les sélectionneurs vont devoir subir les choses et prier", résume pour l'AFP Nicolas Dyon, préparateur physique passé par plusieurs clubs de L1 dont Nice, Rennes et Saint-Etienne, qui estime que la forme physique des joueurs sera entre les mains de chaque club. "C'est très problématique en termes de physiologie et de performances. C'est jeter une pièce en l'air."

"REGRETTABLE"

Les sélectionneurs tentent de relativiser en faisant valoir que la plupart d'entre eux sont logés à la même enseigne, tel Didier Deschamps, patron de l'équipe de France: "Le fait de ne pas avoir la possibilité d'avoir un match avant la compétition, c'est regrettable mais ce sera le cas de pratiquement tout le monde", a-t-il noté la semaine dernière. "C'est la même chose pour tout le monde, donc c'est juste", a tranché de son côté le sélectionneur espagnol Luis Enrique. Si la France championne du monde en titre, qui débute le 22 novembre contre l'Austra-



lie, ne compte pas disputer de match amical, ce n'est pas le choix de l'Allemagne, qui entrera en lice le 23 novembre: elle prévoit un mini-stage de préparation à Oman du 14 au 18 novembre, avec un amical contre les Omanais le 16 novembre. L'Argentine de Lionel Messi, elle, table sur un dernier rodage informel contre les Émirats arabes unis le 16 novembre, tandis que le Portugal de Cristiano Ronaldo devrait affronter le Nigéria le 17 novembre. "La préparation pour le Mondial est totalement différente des précédentes éditions. Nous avons moins de temps", a résumé Oliver Bierhoff, manager de la sélection allemande.

"LES PETITES ÉQUIPES PEUVENT EN PROFITER"

D'autres sélections, comme le Qatar, ont obtenu que leurs internationaux soient libérés par leurs clubs en amont pour se préparer sur la durée, ce qui promet de grandes disparités physiques d'une sélection à l'autre. "Mon avis, c'est qu'on va voir de grosses surprises au Mondial. Des équipes qu'on n'attend pas vont être en forme", analyse Nicolas Dyon, ancien préparateur physique de la sélection qatarienne au début

REAL MADRID

Vinicius Junior au coeur d'un nouveau scandale médiatique

Victime d'insultes racistes ces derniers jours, le joueur du Real Madrid aurait été menacé par la célèbre émission El Chiringuito. Face à ces accusations, son présidentateur phare a répondu.

Sale temps pour Vinicius Junior. Victime d'insultes racistes lors du derby madrilène, le joueur du Real Madrid avait également été insulté quelques jours auparavant par l'agent de joueurs Pedro Bravo dans la célèbre émission El Chiringuito de Jugones. Des propos qui avaient fait scandale en Espagne ainsi qu'au Brésil.

« Il faut respecter l'adversaire. Quand tu mets un but à l'adversaire, si tu veux danser la samba, tu vas le faire au Brésil. Ici, tout ce que tu dois faire, c'est respecter les autres joueurs et arrêter de faire le singe », avait déclaré Bravo. Depuis, le présentateur vedette de l'émission, Josep Pedrerol, avait présenté publiquement ses excuses au Brésilien. Sauf que l'affaire ne s'est pas arrêtée là.

PEDREROL DÉMENT

Mardi, ESPN Espagne a affirmé que El Chiringuito avait menacé Vinicius Junior. « Si tu sors la vidéo, on te détruit », aurait dit le programme TV au joueur, avant que ce dernier ne publie sa réponse face aux attaques

racistes dont il a été victime. Une accusation grave qui a eu le don d'énervé Pedrerol qui est sorti du silence mardi soir. « Nous préparons une plainte pénale pour ceux qui ont dit que nous avions des attitudes mafieuses. Nous irons jusqu'au bout, c'est bien que nous allions en justice pour cela. Cette émission se trompe parfois

ou pas, mais elle ne menace jamais, nous montrerons que nous n'avons pas menacé Vinicius. Tout est mensonge. Il y a des limites à ne pas dépasser. Les journalistes qui travaillent ici, sont les meilleurs. Cette émission ne peut pas être entachée par un prétendant à... je préfère ne rien dire. Nous savons qui vous êtes. » Ça promet !

MANCHESTER UNITED

Cristiano Ronaldo a fait une annonce sur son avenir

Cristiano Ronaldo ne compte pas raccrocher les crampons. C'est ce qu'il a fait savoir. À 37 ans, Cristiano Ronaldo ne traverse pas sa meilleure période. Un an après son retour à Manchester United, le crack portugais a déjà souhaité plier bagage, lassé de ne pas évoluer dans une équipe compétitive. Beaucoup s'inquiétaient alors de voir le quintuple Ballon d'Or terminer sa carrière de manière peu glorieuse.

Mais à chaque fois qu'il est attaqué, CR7 répond. À l'occasion du gala Quinas de Ouro organisé au Portugal, l'attaquant mancuin a reçu une distinction pour être devenu le meilleur buteur de l'histoire des sélections (117 buts en 189 matches). Le moment était donc idéal pour le natif de Funchal pour faire une petite annonce.

« Je suis fier de recevoir un prix de cette ampleur. Je n'aurais jamais pensé qu'un jour je

pourrais y parvenir. Je remercie tous ceux qui ont été importants dans ma carrière. La route a été longue, mais je voudrais dire que mon voyage n'est pas encore fini. Vous allez devoir supporter encore un peu de Cris. Je remercie la fédération portugaise. J'espère faire encore partie de la Fédération encore quelques années », a-t-il indiqué. Oui, CR7 ne compte pas s'arrêter de sitôt, notamment la sélection.

« Je me sens encore motivé,

ARSENAL

La pépète Ethan Nwaneri pistée par plusieurs cadors anglais

Il est la sensation du week-end en Premier League et son nom restera pendant très longtemps dans les annales du football anglais. Entré en jeu avec Arsenal lors de la victoire sur la pelouse de Brentford (3-0, 8ème journée), Ethan Nwaneri est devenu, à 15 ans et 181 jours, le plus jeune joueur de l'histoire du foot anglais à fouler les pelouses de première division. The Times révèle ce mardi que la pépète du centre de formation des Gunners, qu'il a rejoint à l'âge de 9 ans, avait déjà tapé dans l'œil des plus grosses cylindrées du Royaume, comme Manchester City, Manchester United ou encore Liverpool. Mikel Arteta a en tout cas envoyé à Ethan Nwaneri, dont on devrait entendre parler dans les prochaines années, une sacrée marque de confiance en le lançant si tôt dans le grand bain.

REAL MADRID

Rüdiger scotché par Ancelotti

Au terme de son contrat avec Chelsea l'été dernier, le défenseur central Antonio Rüdiger (29 ans, 6 matchs et 1 but en Liga cette saison) a pris la décision de continuer sa carrière sous les couleurs du Real Madrid. Et en seulement quelques semaines, l'international allemand a déjà été impressionné par la gestion de son entraîneur Carlo Ancelotti. "J'étais dans ma nouvelle maison avec ma famille que depuis quelques heures, nous faisons un barbecue, quand soudain on a sonné à la porte. Je l'ai ouvert et en face de moi se trouvait Carlo Ancelotti. J'étais très surpris. Il s'est assis à notre table, a mangé avec nous et a rencontré ma famille. Très normal, très terre à terre. Il est resté deux heures et nous avons parlé de tout. Je suis honnête, je n'ai jamais vécu quelque chose comme ça, aucun coach n'a jamais fait quelque chose comme ça pour moi. Après quelques mois passés avec lui, je dois dire que lorsqu'il s'agit de traiter avec les joueurs, Ancelotti est intouchable. Don Carlo, une légende de l'entraînement, collectionnait déjà les titres en Ligue des Champions lorsque j'étais enfant. Travailler avec lui tous les jours dans le club le plus performant du monde est merveilleux", a savouré l'ex-joueur de l'AS Roma pour le média Sport 1 ce mardi.



BOUMERDÈS. CAP DJINET

750 000 alevins de daurade pour deux fermes aquacoles

Deux fermes aquacoles privées de pisciculture marine, de la commune de Cap Djinet, à l'Est de Boumerdes, ont été ensemencées, mardi, avec un total de 750 000 alevins de daurade, a-t-on appris, auprès de la direction de wilaya de la pêche et de l'aquaculture (DPA).



PH: DR

L'ensemencement de ces deux fermes aquacoles et qui s'étalera sur quelques jours, rentre dans le cadre de la mise en application du programme gouvernemental de soutien à l'investissement privé dans le domaine de la pêche, a indiqué à l'APS le responsable local du secteur Hamza Hebbache. Cette opération s'ajoute à une autre similaire réalisée en juillet dernier dans deux fermes de pisciculture marine toujours dans la commune de Cap Djinet ou un même quota d'alevins a été

lâché dans des cages flottantes en mer, rappelle-t-on. Ces opérations d'ensemencement permettront de réaliser une production de pas moins de 450 tonnes de daurade, a informé M. Hebbache qui a signalé que cette production sera ultérieurement revue à la hausse. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du secteur (2020/2024) visant la relance et le développement de l'aquaculture marine, conti-

mentale (eau douce), et dans les bassins d'irrigation agricole, souligne le directeur de la pêche. Outre l'encouragement de l'aquaculture et la préservation de la biodiversité marine, ces opérations visent, également, la valorisation et l'extension de l'aquaculture et de la pêche continentale, en plus de la promotion de ce métier auprès des jeunes ainsi que le renforcement de l'aspect touristique des espaces dédiés à l'aquaculture, selon la même

source. Le développement de l'aquaculture vise, par ailleurs, l'augmentation de la production de poissons afin d'entraîner la réduction du prix de vente de ce produit, a relevé M. Hebbache. En 2021, des lâchers de pas moins de 2,2 millions d'alevins de différentes espèces de poissons ont eu lieu dans des cages flottantes en mer, ainsi que dans les trois barrages de la wilaya et dans des bassins d'irrigation agricole.

CHLEF. DIRECTION DE LA PÊCHE

Enlèvement de 12 épaves de bateaux des ports

Une douzaine d'épaves de bateaux ont été retirées des ports et abris de pêche de Chlef, depuis le lancement l'opération de dragage de ces infrastructures, a-t-on appris mardi auprès de

la Direction locale de la pêche et de l'aquaculture. Lancée en coordination avec la chambre de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya, l'entreprise de gestion des ports, des professionnels et des partenaires du secteur, l'opération a permis l'enlèvement de 12 épaves de bateaux au niveau des ports de Ténès et d'El-Marsa et des abris de pêche de Beni Haoua et Sidi Abderrahmane, a indiqué, à l'APS, le directeur de la pêche, Hocine Mlikeche.

Le responsable s'est félicité de l'enlèvement de la totalité des épaves échouées au niveau des abris de pêche de Sidi Abderrahmane et Beni Haoua, estimant que cela "facilitera les entrées et sorties des bateaux de pêche et leur accostage, tant en mer, qu'en terre ferme".

La Direction de la pêche de Chlef a recensé la présence de 19 épaves de bateaux, le long de son littoral, selon M. Mlikeche, qui a signalé l'enlèvement de 12 d'entre elles, tandis que 7 autres épaves se trouvent toujours échouées au

niveau des ports de Ténès et d'El-Marsa, dont deux (2) immergées en mer et cinq (5) au niveau des quais de ces ports. L'opération se poursuit toujours, et des sites ont été réservés pour recevoir le reste des épaves non encore retirées, dans les communes de Sidi Okacha et Ténès, avant leur déplacement prochain, est-il signalé. Par ailleurs, la direction de la pêche est en attente d'une décision de justice dans l'affaire d'un navire saisi au port de Ténès, a-t-on ajouté de même source.

À noter que l'opération de dragage s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la décision de la réunion ministérielle conjointe de fin juin dernier, relative au dossier de gestion des ports de pêche et de l'enlèvement des épaves et bateaux abandonnés au niveau de ces structures. L'opération est supervisée par une commission opérationnelle de wilaya, regroupant différents partenaires du secteur, impliqués dans l'organisation et l'aménagement des ports et abris de pêche.

M'SILA. ÉDUCATION

Réalisation de 8 écoles, d'un CEM et deux annexes

L'opération de reconversion des locaux commerciaux et des structures administratives non exploités à M'sila a permis la réalisation de huit (8) écoles primaires, d'un (1) collège d'enseignement moyen (CEM) et de deux (2) annexes de CEM, qui seront opérationnels dès la prochaine rentrée scolaire, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Pas moins de 121 locaux commerciaux, une crèche, une bibliothèque municipale, un centre de santé, un siège de l'ex garde communale et un marché de proximité non exploités ont fait l'objet d'une reconversion, ont expliqué les services de la wilaya, ajoutant que cette reconversion a coûté une somme de 195 millions de DA puisée des Plans communaux de développement (PCD) et du budget de wilaya. Les communes bénéficiaires des huit (8) écoles primaires sont M'sila, Mohamed Boudiaf, Ain El-Melh, Djebel Messaâd, Slim, Bouti Sayah, Houamed et Mennaâ, a-t-on détaillé, indiquant que le chef-lieu de wilaya a bénéficié, grâce à l'opération de reconversion, d'un collège d'enseignement moyen (CEM), tandis que deux autres annexes de CEM ont été aménagées dans les communes de Sidi M'hamed et Oueltam. Un supplément de plus de 2 000 places pédagogiques sera destiné aux scolarisés de la wilaya de M'sila dans les zones urbaines notamment, ont noté les services de la wilaya, signalant que des efforts sont déployés actuellement pour équiper ces nouvelles structures.

BOUIRA. SOLIDARITÉ

65 000 élèves bénéficiaires de la prime scolaire

La prime scolaire, déjà distribuée aux bénéficiaires depuis fin août dernier à Bouira, a concerné cette année 65.000 élèves issus de familles démunies, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction de l'éducation. "Cette prime de 5000 dinars par élève, a déjà été versée dans les comptes courants postaux de leurs parents fin août dernier", a expliqué à l'APS le directeur de l'Éducation de Bouira, M. Salah Kerraïche. Selon les services de la

wilaya, des commissions ont été chargées, au niveau des communes et des Dairas, de recenser les familles démunies et les listes des bénéficiaires ont été établies afin de permettre la distribution de cette prime avant la rentrée scolaire. "Nous avons distribué cette prime avant la rentrée pour permettre aux familles démunies d'acheter les fournitures et les articles scolaires nécessaires pour leurs enfants", a indiqué M. Kerraïche. La prime scolaire est octroyée

pour soulager ces familles à la veille de la rentrée des classes, notamment avec la hausse des prix des fournitures scolaires, a-t-on observé.

Par ailleurs, des foires de proximité de vente des articles scolaires, initiées par la direction locale du commerce, ont ouvert leurs portes depuis plusieurs jours afin de permettre aux familles des enfants scolarisés de s'approvisionner en différents articles indispensables pour leurs études.

EL-OUED. SANTÉ

Des consultations chirurgicales spécialisées au profit de 200 femmes

Deux-cents (200) femmes de la wilaya d'El-Oued et d'autres régions voisines bénéficieront courant de cette semaine de consultations médicales spécialisées en gynécologie-obstétrique dans le cadre du jumelage entre l'Établissement hospitalier spécialisé (EHS) local Mère-enfant Bachir-Bennacer et le Centre hospitalo-universitaire (CHU) Benzerdjab d'Oran, ont indiqué mardi les organisateurs. Les consultations qui permettent une meilleure prise en charge médicale des patientes d'El-Oued et des wilayas voisines sont encadrées par un corps médical spécialisé appuyé par des paramédicaux, sous la supervision de spécialistes du CHU-Benzerdjab d'Oran, a indiqué le directeur de l'EHS d'El-Oued Bachir Abdrabbi. Les médecins spécialistes ciblent notamment les pathologies liées aux fibromes utérins, kystes ovariens, au prolapsus utérin, aux problèmes de stérilité, à l'hystérocopie diagnostique, au cancer de l'utérus et à la mastectomie, a-t-on expliqué. Le programme de cette action prévoit, en marge des consultations, une session de formation ayant trait au thème "Gynécologie-obstétrique" au profit des praticiens généralistes et des sages-femmes de l'EHS-Bachir Benacer pour leur permettre une meilleure prise en charge médicale des patients. L'EHS Bachir Benacer a arrêté un programme annuel prévoyant l'organisation d'une série d'opérations de jumelage avec plusieurs établissements hospitaliers du pays.

NÂAMA. CENTRE UNIVERSITAIRE

"SALHI AHMED"

Ouverture de cinq nouvelles spécialités

Cinq nouvelles spécialités seront lancées au niveau du centre universitaire "Salhi Ahmed" de Nâama, au titre de la nouvelle année universitaire 2022-2023, a-t-on appris, mardi, du recteur de cet établissement de l'enseignement supérieur. Le professeur Safi Habib a expliqué que ces spécialités concernent le cycle master, comprennent "le code pénal", "la bibliothéconomie", "les sciences de l'information et de la communication" et "les sciences de gestion et l'administration des affaires", en plus d'une spécialité dédiée à l'archéologie, et ce dans le cadre d'une convention de jumelage et de partenariat pour le renforcement de l'encadrement et de la formation pédagogique avec les universités d'Oran, de Tlemcen, de Mostaganem et de Mascara. Avec la nouvelle rentrée, le centre universitaire de Nâama a également bénéficié d'une opération d'acquisition d'équipements, de nouveaux matériels pédagogique et scientifique au profit des laboratoires de recherche pour une enveloppe budgétaire de 160 millions DA. Ces équipements serviront aux séances de travaux pratiques et de recherche dans différentes spécialités, à l'instar de l'informatique, des mathématiques, des sciences expérimentales, des énergies renouvelables, les langues et autres. D'autre part, une opération sera lancée prochainement pour achever et équiper quatre nouveaux laboratoires de recherche qui seront dédiés aux sciences de la nature et de la vie, à la lutte contre la désertification, à l'agriculture désertique et au droit pénal, selon la même source. Il est également prévu le renforcement de l'encadrement pédagogique au niveau du même centre avec 30 nouveaux postes pour le recrutement des professeurs dans les filières des sciences économiques et sociales, de la gestion, du droit, des langues française et anglaise, des mathématiques et de la biologie, selon le même responsable.

UKRAINE

Poutine mobilise des réservistes, "tous les moyens" sur la table

Le président russe Vladimir Poutine a ordonné mercredi la mobilisation de 300.000 réservistes pour donner un nouvel élan à son offensive en Ukraine, se disant prêt à utiliser "tous les moyens" de son vaste arsenal contre l'Occident. "Ce n'est pas du bluff", a martelé M. Poutine, accusant les pays occidentaux de vouloir "détruire" la Russie, d'avoir recours au "chantage nucléaire" contre elle et signifiant ainsi qu'il était prêt à utiliser l'arme atomique.



La mobilisation partielle, annoncée lors d'une rare adresse à la nation et effective dès mercredi, représente une escalade majeure dans ce conflit où les forces de Moscou ont essuyé plusieurs revers ces dernières semaines. Elle arrive au lendemain de l'annonce de "référendums" d'annexion par la Russie dans quatre régions de l'est et du sud de l'Ukraine en fin de semaine, une initiative fermement condamnée par les Américains et les Européens. Plusieurs responsables occidentaux ont vu dans la mobilisation partielle annoncée mercredi un aveu de "faiblesse" de M. Poutine, au moment où ses forces reculent face à des contre-offensives ukrainiennes. Cette mobilisation concerne "des citoyens en réserve, ceux qui ont déjà servi" et est "nécessaire", a déclaré M. Poutine dans une allocution télévisée pré-enregistrée diffusée mercredi matin. "Nous ne parlons que de mobilisation partielle", a-t-il insisté, pour rassurer une population redoutant une mobilisation générale. Le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a précisé que 300.000 réservistes étaient concernés par cet ordre de mobilisation, soit à peine "1,1% des ressources mobilisables". Reste à voir comment l'armée russe pourra accueillir, entraîner et équiper ces centaines de milliers de personnes, alors que son offensive en Ukraine a révélé de graves difficultés logistiques. L'opposant emprisonné du Kremlin Alexeï Navalny a critiqué cette mesure, estimant qu'elle mènerait à "une énorme tragédie et une énorme quantité de morts". Le ministre britan-

nique de la Défense Ben Wallace a estimé que la mobilisation partielle constituait un "aveu d'échec" illustrant que l'Ukraine "est en train de gagner".

"AVEU D'ÉCHEC" ?

C'est "un signe de faiblesse", a abondé l'ambassadrice américaine à Kiev Bridget Brink. Une mesure "grave et mauvaise", pour Berlin. Cette mobilisation pourrait annoncer un redoublement des violences pour des populations ukrainiennes déjà fortement éprouvées par sept mois de conflit. A Kharkiv (nord-est), deuxième ville d'Ukraine proche de la frontière russe, Svetlana, 63 ans, exhorte les Russes à ignorer l'ordre de mobilisation et à "enfin se réveiller", pendant qu'autour d'elle des habitants déblaient les débris d'un immeuble touché dans la nuit par un missile. Galina, une voisine âgée de 50 ans, s'empare contre les Russes qui disent vouloir la "libérer". "Vous voulez nous libérer de quoi ? De nos maisons ? De nos proches ? De nos amis ?", lance-t-elle. C'est justement l'évolution récente de situation dans la région de Kharkiv qui semble avoir poussé M. Poutine à décréter une mobilisation partielle, une mesure qui avait jusque-là été écartée par le Kremlin qui s'efforce de maintenir un semblant de normalité en Russie malgré le conflit. L'armée russe a en effet essuyé des revers face à des contre-offensives ukrainiennes à Kharkiv (nord-est), où les forces de Moscou ont été contraintes de céder beaucoup de terrain, ainsi que dans la région de Kherson (sud). M. Choïgou a déclaré mercredi que l'armée russe avait perdu 5.937 soldats depuis le début de l'offensive, un bilan officiel très en deçà des estimations ukrainiennes et occidentales qui

font état de dizaines de milliers de pertes. Sur le terrain, les combats et les bombardements se poursuivaient mercredi, les autorités ukrainiennes accusant la Russie d'avoir à nouveau bombardé le site de la centrale de Zaporijjia (sud de l'Ukraine), la plus grande d'Europe.

"PAS DU BLUFF"

L'allocution de M. Poutine mercredi marque aussi une escalade dans la rhétorique contre les nations occidentales, qu'il a accusées de vouloir "détruire notre pays". "Un chantage nucléaire est aussi utilisé (...) J'aimerais rappeler à ceux qui font ce genre de déclarations que notre pays aussi possède divers moyens de destruction", a déclaré le président russe. "Nous utiliserons certainement tous les moyens à notre disposition pour protéger la Russie et notre peuple", a-t-il poursuivi. "Je dis bien tous les moyens (...) Ce n'est pas du bluff", a-t-il insisté. Son ministre de la Défense, M. Choïgou, a lui carrément affirmé que la Russie ne combattait "pas tant l'Ukraine que l'Occident". Avant même la mobilisation partielle, l'annonce mardi de "référendums" d'annexion dans les régions contrôlées par Moscou en Ukraine, du 23 au 27 septembre, avait signalé un durcissement du conflit. D'autant que la doctrine militaire russe prévoit la possibilité de recourir à des frappes nucléaires si des territoires considérés comme russes par Moscou sont attaqués. Ces scrutins se dérouleront dans les régions de Donetsk et de Lougansk, qui forment le Donbass (est), ainsi que dans les zones occupées de Kherson et de Zaporijjia, dans le sud. Ces votes ont aussitôt été critiqués par Kiev, qui les a qualifiés de "pseudo-référendums", et par ses alliés occidentaux.

IRAN

Raïssi demande des garanties pour l'accord nucléaire et la clôture de l'enquête de l'AIEA

L'Iran a besoin de garanties rassurantes ainsi que de la clôture de l'enquête en cours sur la République islamique par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) avant qu'un accord nucléaire ne puisse être conclu, a déclaré mardi le président iranien Ebrahim Raïssi. M. Raïssi a fait ces remarques lors d'une rencontre avec son homologue français Emmanuel Macron en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, selon un communiqué publié sur le site de la présidence iranienne. L'Iran est prêt à conclure un accord nucléaire "équitable et stable", mais compte tenu du retrait unilatéral des Etats-Unis de l'accord de 2015, la demande de l'Iran de "recevoir des garanties rassurantes" est "tout à fait raisonnable et logique", a-t-il indiqué. Le président iranien a également qualifié l'enquête de l'AIEA de "sérieux obstacle à la conclusion d'un accord", notant que "nous pensons que sans la clôture des dossiers de l'Iran, il n'est pas possible de parvenir à un accord." Quant aux relations Iran-Europe, il a estimé que leur amélioration dépendait de l'indépendance des pays du continent vis-à-vis de la volonté et de l'opinion des Etats-Unis. L'Iran avait signé l'accord nucléaire, officiellement connu sous le nom de Plan d'action global conjoint (PAGC), avec les grandes puissances mondiales en juillet 2015, acceptant de limiter son programme nucléaire en échange de la levée des sanctions contre le pays. Toutefois, l'ancien président des Etats-Unis Donald Trump avait retiré son pays de l'accord et réimposé des sanctions unilatérales à Téhéran, ce qui a incité la République islamique à abandonner certains de ses engagements pris dans le cadre du PAGC. Les pourparlers sur la relance du PAGC ont débuté en avril 2021 à Vienne, mais ont été suspendus en mars de cette année en raison de divergences politiques entre Téhéran et Washington. Le dernier cycle de négociations nucléaires a eu lieu dans la capitale autrichienne début août, après une interruption de cinq mois. Le 8 août, l'UE a présenté le texte final du projet de décision sur la relance du PAGC. L'Iran et les Etats-Unis ont ensuite procédé à un échange de vues indirect sur la proposition de l'UE, dans le cadre d'un processus qui n'a jusqu'à présent donné lieu à aucun résultat favorable. L'AIEA a récemment réaffirmé que Téhéran n'avait pas fourni "d'explications techniquement crédibles" concernant les particules d'uranium trouvées sur trois sites non déclarés.

BRÉSIL

Au moins 9 morts dans l'effondrement d'un dépôt de conteneurs

Au moins neuf personnes ont été tuées et jusqu'à 28 autres blessées mardi lorsqu'une partie d'un dépôt de conteneurs s'est effondrée dans l'Etat de Sao Paulo, dans le sud-est du Brésil, ont indiqué les pompiers. L'incident s'est produit dans la ville d'Itapeceira da Serra, dans un entrepôt appartenant à Multiteiner, une entreprise qui vend et loue des conteneurs à des entreprises d'exportation des marchandises. Quelque 64 employés participaient à une réunion dans le dépôt lorsqu'une plateforme s'est effondrée, selon la porte-parole des pompiers Luciana Soares, qui a ajouté que les secouristes étaient en train de fouiller les décombres pour porter assistance aux victimes.

FRANCE

Le taux d'intérêt de la dette publique atteint son plus haut depuis 2014

Le taux d'intérêt de l'emprunt français à 10 ans, qui fait référence sur les marchés a atteint mardi 2,501%, son plus haut depuis janvier 2014 dans un contexte de resserrement monétaire des banques centrales.

Ce taux a dépassé le plus haut de l'année, atteint précédemment en juin (2,47%), au cours de l'après-midi, alors que le dernier taux d'intérêt supérieur à 2,50% remonte à janvier 2014. En début d'année, il tournait encore autour de 0,2%, après avoir été long-

temps négatif en 2021. Depuis plusieurs semaines, ce taux se redresse vivement, il était retombé à 1,25% début août après son premier pic mi-juin. Mais depuis, les banques centrales occidentales ont encore durci le ton face à l'inflation, qui était de 9,1% en août sur un an en zone euro et de 8,3% aux Etats-Unis le même mois.

En septembre, la BCE a procédé à la plus forte hausse de son principal taux directeur de son histoire, de 75 points de base. La Fed s'apprête à

faire de même mercredi, pour la troisième fois de suite, certains analystes anticipant même une remontée de 100 points de base.

La hausse des taux directeurs se répercute presque mécaniquement sur les conditions de financement des entreprises, des Etats mais aussi des ménages. Elle vise à réduire les crédits distribués, l'activité économique et donc à calmer la surchauffe des prix.

Tous les pays occidentaux sont concernés par cette ten-

dance, ainsi lundi, le 10 ans américain a dépassé les 3,5% pour la première fois depuis 2011. Le taux allemand à même échéance a aussi battu mardi son record de l'année, à 1,952% en milieu d'après-midi, le plus haut depuis début 2014 également. Le taux à deux ans de la France, une échéance plus sensible aux changements des politiques monétaires des banques centrales, a atteint 1,723%, à la même heure, son plus haut niveau depuis novembre 2011.

ORAN

Le théâtre régional "Abdelkader Alloula" s'ouvre aux visiteurs

Le théâtre régional "Abdelkader Alloula" d'Oran a ouvert ses portes aux visiteurs pour découvrir ce site culturel emblématique de la capitale de l'ouest du pays, a-t-on appris mardi du directeur de cette institution culturelle.

Cette initiative visant à faire découvrir cet établissement aux habitants d'Oran et à ses visiteurs des différentes wilayas du pays draine quotidiennement une moyenne de 70 personnes qui viennent découvrir les arcanes de cet espace culturel à l'architecture distinguée, qui regorge de talents artistiques avérés et qui a enrichi la production nationale avec des œuvres de qualité, a souligné à l'APS Mourad Senouci.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du plan de travail de cette institution, lancé il y a cinq ans, et intervient également après le succès de l'expérience



menée à l'occasion des Jeux méditerranéens, abrités par Oran du 25 juin au 6 juillet derniers, qui ont attiré de nombreux visiteurs de l'intérieur et de l'extérieur du pays, selon la même source. L'ouverture du théâtre au visiteur se poursuivra tout le long de l'année.

Le théâtre fonctionnera de 10 heures à 16 heures comme "musée à visiter" avant de retrouver sa vocation originale, celle d'un lieu de représenta-

tions théâtrales, artistiques et culturelles à partir de 18 heures. Cette initiative, lancée la semaine dernière, a attiré plus de 390 personnes, dont 100 inscrites en une journée, a ajouté M. Senouci qui a signalé que le prix du billet d'entrée est fixé à 100 DA, alors que l'entrée est gratuite pour les enfants accompagnant leurs parents. Ces visites permettent aux citoyens de prendre des photos souvenirs, de découvrir les différents

métiers du théâtre, de monter sur la scène conçue selon le mode italien, de découvrir les coulisses de l'établissement, les décors, le processus de montage d'une pièce et de visiter la salle de spectacle d'une capacité de plus de 600 places.

Des démarches sont entreprises par le ministère de la Culture et des Arts en vue du classement du théâtre en tant que patrimoine national, rappelle-t-on.

ENTACHÉS PAR UNE SÉRIE DE SCANDALES

Les Golden Globes reviennent à la télévision

Racisme, sexisme, corruption... Éclaboussés par une série de scandales, les Golden Globes ont annoncé mardi leur retour à la télévision en 2023, où ils tenteront de retrouver leur lustre d'antan après une dernière édition largement boudée par Hollywood. "Nous sommes heureux d'annoncer le retour des Golden Globes sur (la chaîne) NBC", a déclaré dans un communiqué Helen Hoehne, la présidente de l'Association de la presse étrangère de Hollywood (HFPA), qui constitue le jury de ces prix. Habituellement courus par tout le gratin de l'industrie du divertissement, les Golden Globes, qui ouvrent la saison des prix cinématographiques et constituent habituellement les récompenses les plus suivies après les Oscars, ont été désertés par l'industrie début 2022. La cérémonie s'était déroulée sans public ni télévision. Leur partenaire habituel, NBC, avait renoncé à diffuser l'événement car la HFPA était visée par des accusations qui ont sérieusement ébranlé sa réputation. Plus d'une centaine d'agents avaient écrit à la HFPA au printemps 2021 pour lui demander de mettre un terme à "des comportements discriminatoires et non professionnels, des manquements éthiques et des accusations de corruption".

Face à ce scandale, l'organisation avait rapidement annoncé une série de réformes, notamment un recrutement sans précédent de nouveaux membres pour améliorer la représentation des minorités en son sein. "La HFPA s'est engagée à d'importants changements et à soutenir des programmes mettant la diversité, l'inclusion et la transparence en priorité", a insisté mardi l'organisation. En 2021, le Los Angeles Times avait enquêté sur son fonctionnement et avait notamment révélé qu'elle ne comptait aucune personne noire en son sein, ouvrant la voie à une avalanche de critiques et de révélations. Depuis, l'organisation a notamment renouvelé ses membres, en incluant 103 nouveaux entrants.

CONTRAT D'UN AN

Le jury des Golden Globes est désormais composé de "52% de femmes" et "51,5%" de membres appartenant à la diversité, selon l'organisation. La HFPA a également interdit à ses membres d'accepter des cadeaux luxueux et des séjours tous frais payés à l'hôtel de la part des studios courtisant leur voix.

Mais des critiques, comme les stars Scarlett Johansson et Mark Ruffalo avaient publiquement un Globes reviennent sur NBC dans le cadre d'un contrat d'un an, qui doit leur permettre "d'explorer de nouvelles opportunités pour une diffusion nationale et mondiale sur de multiples plateformes à l'avenir", selon les organisateurs.

"Nous reconnaissons les engagements pris par la HFPA en faveur d'un changement et nous avons hâte d'accueillir à nouveau les Golden Globes sur NBC", a commenté la productrice de la chaîne américaine, Frances Berwick. Pour leurs

80 ans, les Golden Globes tenteront de prouver qu'ils restent encore à Hollywood. En janvier dernier, les prix avaient été attribués en catimini, récompensant notamment le film intimiste "The Power of the Dog" de Jane Campion et le remake de Steven Spielberg "West Side Story". Aucune célébrité n'avait accepté de remettre les récompenses, et les médias n'étaient pas présents non plus.

Seuls les réseaux sociaux avaient permis d'annoncer les vainqueurs. La plupart des studios et cinéastes lauréats n'avaient pas célébré leur victoire ouvertement. Seule la star de "West Side Story", Ariana DeBose s'était exprimée après avoir été récompensée, en insistant sur les réformes à mener au sein de la HFPA. "Il y a encore du travail à faire, mais quand vous vous êtes autant investi sur un projet (...), avoir une reconnaissance est toujours quelque chose de spécial", avait-elle tweeté.

TLEMCCEN

Le salon national d'arts plastiques du 24 au 29 septembre

La 14^{ème} édition du salon national d'arts plastiques "Abdelhalim Hemch", organisée par la maison de la culture "Abdelkader Alloula" de Tlemcen, se tiendra du 24 au 29 septembre courant, a-t-on appris mardi de la direction de cet établissement. Cette nouvelle édition verra la participation de plus d'une quarantaine d'artistes dont vingt-huit représentant différentes wilayas du pays dont Alger, Oran, M'sila, Constantine, Laghouat, et autres. Parmi ces artistes figurent des noms connus au

niveau national tels Belmekki Mourad, Sergoua Karim, Adlene Djeflal. Un concours destiné aux jeunes artistes, âgés de moins de 35 ans, sera organisé en leur faveur pour les encourager à s'améliorer et à se motiver davantage pour représenter l'art plastique national dans les manifestations artistiques internationales, a-t-on indiqué. Cette nouvelle édition sera également marquée par la présentation de deux conférences axées sur l'art numérique et sur la transversalité de l'art. Elles seront données respectivement

par le directeur de la culture de la wilaya de Tlemcen, Amine Boudefla et par l'artiste Mu stapha Nedjaï. Ce nouveau rendez-vous artistique national sera l'occasion propice pour honorer deux artistes de Tlemcen et de Ghazaouet, récemment disparus, les défunts Bekhti Abdelkamel et Mustapha Souadji, qui ont beaucoup donné à l'art plastique national. Ce salon d'arts plastiques prend, d'année en année, une ampleur importante avec la participation d'artistes confirmés au côté des jeunes artistes talentueux. Il

permettra enfin de présenter un nouveau livre sur les arts, signé par Belhachemi Nouredine et intitulé "peinture Aouchem, un patrimoine visuel en question". Ce mouvement pictural "Aouchem" (tatouages), est né dans les années 1960 marquant l'art plastique national. Des peintres comme Mesli, Denis Martinez, Baya, Adane et autres se sont basés dans leurs travaux sur les signes puisés du patrimoine matériel national pour en faire des éléments fondamentaux de leurs créations artistiques, rappelle-t-on.

AIN DEFLA

Clôture des journées théâtrales de Miliana

Les journées théâtrales de Miliana constituant une phase qualificative pour la 12^e édition du festival local du théâtre professionnel de Sidi Bel Abbès prévu en octobre prochain se sont clôturées, dans la soirée de mardi, dans une ambiance "familiale et théâtrale". La cérémonie de clôture s'est déroulée au niveau du musée Emir Abdelkader de la ville de Miliana en présence des autorités locales, des femmes et des hommes du théâtre et un public nombreux. L'ouverture de la cérémonie a été animée par le théâtre régional de Sidi Bel Abbès qui a présenté un spectacle particulier intitulé "les bougies de la scène", à travers lequel il a rendu un vibrant hommage à tous les grands noms et pères fondateurs du 4^e art algérien, à l'image de Mahieddine Bachtarzi, Kateb Yacine, Abdelkader Alloula, Azedine Medjoubi, Sonia de son vrai nom Sakina Mekkiou et d'autres figures qui ont illuminé la scène nationale par leur talent. De son côté, le commissaire du festival local du théâtre professionnel, Rachid Jrourou, estime que les journées théâtrales de Miliana constituent une "étape importante" dans l'histoire du théâtre algérien, parce que "cette ville est connue pour ses traditions théâtrales et elle a vu naître plusieurs grands noms du 4^e art", ajoute-t-il. "Nous sommes heureux d'avoir offert une opportunité par cette manifestation aux jeunes artistes de cette ville, pour les encourager et les stimuler", souligne M. Jrourou, affirmant qu'il était important que le théâtre communal Mahfoud Touahri a ouvert ses portes et accueilli les familles. Pour rappel, 12 troupes de théâtre venues de plusieurs wilayas du pays ont participé aux journées théâtrales de Miliana qui se sont déroulées du 15 au 20 septembre, en vue de décrocher une qualification pour le festival local du théâtre professionnel de Sidi Bel Abbès qui aura lieu du 13 au 20 octobre prochain. Une autre étape de sélection à laquelle prendront part 10 troupes théâtrales se tiendra du 24 au 29 du mois en cours à Sidi Bel Abbès. C'est après cette compétition que le choix des membres du jury qui est composé de Halim Zeddani, Fatima Wrad et Ahmed Beghalia, sera rendu public. Par ailleurs, plusieurs hommes et femmes du théâtre ont été honorés lors de cette manifestation, à l'instar de Mohamed Cherchal, Rédha Takherist, Sid Ahmed Kara Hamdane Boumaâd, Moufida Addes.



HIPPODROME ÉMIR ABDELKADER-ZEMMOURI
JEUDI 22 SEPTEMBRE 2022 - PRIX : BERO G.P - TROT ATTELÉ
DISTANCE : 2 600 M - DOTATION : 400.000 DA - DÉPART : 16H00
TIERCÉ - QUARTÉ-QUINTÉ

Les favoris en épouvantail

Ce jeudi 22 septembre, l'hippodrome de Zemmouri revient cette fois-ci avec ce prix Bero G.P ouvert pour chevaux demi-sang trotteurs français, recul de 25m par tranche de 280.000 DA en gains et places depuis janvier passé, nous proposer une belle épreuve à caractère, quoique des éléments tels que : Colibri du Vivier, Eliseo Dairpet, Born Again, Unghai et à un degré moindre Fuego Poterie se présentent ici en épouvantail. Il demeure toujours que des surprises ne sont pas à écarter de la part de Athos de Boisney ou Axarro.

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	DRIVERS	DIST	ENTRAÎNEURS
L. BOUDJEMAA	1	AXARRO	AS. BOUBAKRI	2600	PROPRIÉTAIRE
MME. H. DIREM	2	DRAGA D'ALOUATTE	H. DIREM	2600	PROPRIÉTAIRE
M. BECHAIRIA	3	UHLAN DARCHE	C. SAFSAF	2600	C. SAFSAF
B. AMRAOUI	4	ATHOS DE BOISNEY	S. FILIRI	2600	S. FILIRI
AEK. NOUGHA	5	VERDI DES LIARDS	MS. CHAOUCHE	2600	PROPRIÉTAIRE
K. MEZIANI	6	TOUNDRRA PERRINE (0)	N. MEZIANI	2600	S. MEZIANI
M. BECHAIRIA	7	FUEGO POTERIE	S. FOUZER	2625	PROPRIÉTAIRE
D. SADI	8	BORN AGAIN	A. BENAYAD	2625	M. BECHAIRIA
MME. H. DIREM	9	ECLAIR DE L'ELLE	Y. BELHABCHIA	2625	PROPRIÉTAIRE
MME H. DIREM	10	COLIBRI DU VIVIER (0)	M. BENCHOUK	2625	PROPRIÉTAIRE
A. AZZOUZ	11	UNGHAI	N. TARZOUT	2625	N. TARZOUT
AM. BENDJEKIDEL	12	ELISEO DAIRPET (0)	AL. BENDJEKIDEL	2650	PROPRIÉTAIRE

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. AXARRO. Ce trotteur est capable d'accrocher une cinquième place sur ce parcours. Méfiance.

2. DRAGA D'ALOUATTE. Avec la drive du jour, je crains qu'elle peut échouer d'autant que le lot est assez solide à l'arrière. Outsider lointain.

3. UHLAN DARCHE. Tâche assez difficile d'autant que la drive du jour risque de lui déplaire.

4. ATHOS DE BOISNEY. En cas de défaillance des favoris, il peut tout juste s'accaparer d'une cinquième place. Outsider assez intéressant.

5. VERDI DES LIARDS. Il est encore une fois confronté à ne tâche difficile. À revoir.

6. TOUNDRRA PERRINE. Cette vieille jument n'arrive toujours pas à refaire surface. À revoir.

7. FUEGO POTERIE. Ce hongre brun de sept ans trouve ici un bel engagement pour arrondir son taux de gains, on ne peut lui faire un interdit pour une quatrième ou cinquième place.

8. BORN AGAIN. Ce trotteur n'est plus à présenter, il est là pour disputer les meilleures places du podium. À suivre.

9. ECLAIR DE L'ELLE. C'est un tout bon mais avec la drive du jour, il

n'est pas certain qu'il puisse tirer son épingle du jeu. Tâche délicate.

10. COLIBRI DU VIVIER. C'est le meilleur du lot, sur sa forme il ne fera qu'une bouchée de ce lot, c'est le favori de l'épreuve.

11. UNGHAI. ce vieux guerrier a

gardé de beaux restes, il aura son mot à dire sur ce parcours, le lot n'est pas assez consistant à l'arrière.

12. ELISEO DAIRPET. Cet hongre brun foncé de huit ans semble bien avoir repris de sa superbe, il peut même remporter la victoire.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

**12. ELISEO DAIRPET- 10. COLIBRI DU VIVIER-
 11. UNGHAI - 8. BORN AGAIN-
 7. FUEGO POTERIE**

LES CHANCES

4. ATHOS DU BOISNEY- 1. AXARRO

Forte augmentation du prix sur les marchés du carbone

Les revenus du carbone dans le monde ont frôlé les 100 milliards de dollars en 2021, grâce à l'augmentation des prix des quotas sur le marché européen, selon les calculs de l'Institute for Climate Economics (ICE). "Les revenus du carbone ont presque doublé sur un an, passant de 53,1 à 97,7 milliards de dollars. Cette hausse est presque exclusivement le fait des marchés de quotas", conclut une étude publiée hier, qui examine l'évolution annuelle de mars à mars. Ces revenus proviennent à la fois de taxes sur des activités polluantes et de quotas échangeables (appelés ETS ou droits à polluer). Les entreprises de certains secteurs ont en effet un quota d'émissions à respecter: si elles polluent plus que la limite allouée, elles doivent acheter des quotas sur le marché tandis qu'à l'inverse, si elles polluent moins, elles peuvent les revendre. Il y a ainsi eu dernièrement une forte augmentation du prix sur les marchés du carbone, en particulier en Europe.

L'Iran déterminée à récupérer ses 2 milliards de dollars d'actifs gelés aux Etats-Unis

L'Iran va plaider sa cause, cette semaine devant la plus haute juridiction de l'ONU en vue de récupérer près de deux milliards de dollars d'actifs gelés aux Etats-Unis, qui dans son bras de fer avec Téhéran sur fond du dossier nucléaire, voudraient que cette argent aillent aux victimes d'attaques que Washington attribue à Téhéran. La Cour internationale de justice (CIJ), qui siège à La Haye, tient cette semaine les premières audiences sur le fond en l'affaire, au moment où les interminables négociations nucléaires avec l'Iran sont totalement bloquées. La République islamique avait engagé cette procédure mi-2016 afin d'obtenir le déblocage de ses fonds, dont la Cour suprême américaine venait d'autoriser la saisie. Des tribunaux aux Etats-Unis avaient auparavant décidé que ces sommes devaient être bloquées pour indemniser des Américains victimes d'attaques terroristes, une démarche jugée illégale par l'Iran.

« C'est un tir délibéré de l'armée d'Israël » qui a tué la journaliste palestinienne Shireen Abu Akleh

L'enquête menée sur le meurtre de la journaliste palestinienne, Shireen Abu Akleh par l'Ong ONG palestinienne de défense des droits de l'Homme, El-Haq et par Forensic Architecture, un groupe de recherche britannique utilisant des techniques et des technologies architecturales pour enquêter sur les violences et les crimes démontre que le tir meurtrier de l'armée israélienne qui a atteint la journaliste palestinienne d'Al Jazeera en mai der-

nier, « était un tir délibéré », et non pas une bavure de l'armée de l'entité sioniste. Par des vidéos inédites, des témoignages de journalistes qui accompagnaient Shireen Abu Akleh, une cartographie de la zone du drame à l'aide d'un drone, une analyse sonore des tirs et une reconstitution en 3D, la nouvelle enquête retrace, seconde par seconde, la tragédie qui a coûté la vie à la journaliste palestinienne d'Al Jazeera, par un tir délibéré des soldats sionistes.



Accident mortel sur un réseau routier de la commune de Kef-Lakhdar, à Médéa



Une personne est décédée et deux autres ont été blessées suite au renversement d'un véhicule, hier, en début d'après-midi, sur un réseau routier de la commune de Kef-Lakhdar, au sud-est de la wilaya de Médéa, a rapporté la Protection civile. L'accident s'est produit au lieu-dit "En-nadjar", situé sur un tronçon de la route nationale 60A, reliant Ain-Boucif à Kef-Lakhdar, a précisé la même source, ajoutant que l'un des passagers du véhicule accidenté est mort sur le coup, tandis que deux autres ont été grièvement blessés. Ces derniers ont été transférés en urgence vers l'hôpital de Ain-Boucif pour recevoir les soins nécessaires, a-t-on ajouté.

Saisie d'importantes quantités d'huile et de sucre destinées à la contrebande à Tamanrasset

Les services des Douanes de la wilaya de Tamanrasset ont saisi 2880 unités de 5 litres d'huile de table et 60 sacs de sucre (25kg) destinés à la contrebande, a indiqué hier un communiqué de la direction générale des Douanes. "Dans le cadre de la poursuite des efforts incessants des services opérationnels des brigades douanières, les éléments de la brigade mobile relevant de l'inspection divisionnaire des Douanes de la wilaya de Tamanrasset ont saisi 2880 unités de 5 litres d'huile de table et 60 sacs de sucre (25kg)", note le communiqué. L'opération s'inscrit dans le cadre des missions de protection des services des Douanes mobilisés pour lutter contre les différentes formes de contrebande, notamment le trafic de produits subventionnés pour préserver la stabilité du marché national, et en application des instructions des autorités publiques visant à assurer un approvisionnement constant et régulier du citoyen en produits de consommation, conclut le document.

Nâama : démantèlement d'un réseau de trafic de stupéfiants

Les services de la sûreté de daïra d'Aïn Sefra (Nâama) ont réussi à démanteler un réseau criminel composé de 8 personnes, spécialisé dans le transport et le trafic de stupéfiants, avec la saisie de 12 kilos et 300 grammes de kif traité, a indiqué, hier, la direction de la sûreté de wilaya. La cellule de communication et des relations publiques a précisé que l'opération a eu lieu suite à l'exploitation par la brigade de la police judiciaire relevant de la sûreté d'Aïn Sefra d'informations selon lesquelles un groupe criminel acheminait une quantité de stupéfiants en vue de la commercialiser dans différents endroits de la wilaya.



Des recherches et des investigations intensifiées, supervisées par la justice, ont permis l'ar-

restation de huit suspects, dont deux femmes, membres de ce réseau criminel, avec la

saisie de 12 kilos et 300 grammes de kif traité, ainsi qu'une somme de 56.500 dinars des revenus du trafic et quatre véhicules utilisés dans l'activité criminelle de cette bande, selon la même source. Après l'accomplissement de toutes les procédures légales, une action judiciaire a été engagée contre les huit personnes impliquées dans cette affaire, qui ont été présentées devant le parquet près le tribunal d'Aïn Sefra, a-t-on ajouté.

Covid-19 : L'UE se préparer à une nouvelle vague d'infections

L'Agence européenne des médicaments (EMA) a déclaré que malgré la baisse des cas de COVID-19 en Europe, la pandémie n'était pas encore terminée, et que le bloc devait se préparer à une nouvelle vague. "Les données montrent qu'au cours des dernières semaines, il y avait une diminution du nombre total de cas et de décès liés à la COVID-19 en Europe", a indiqué lors d'une conférence de presse Marco Cavaleri, responsable des Menaces sanitaires et de la Stratégie vaccinale de l'EMA. "A l'approche de l'automne, nous devons cependant nous préparer à une nouvelle vague d'infections", a-t-il déclaré. M. Cavaleri a souligné qu'un scénario similaire s'était déjà produit au cours des deux dernières années, et que la tendance à voir arriver une nouvelle vague à l'automne devrait revenir cette année. Il a également insisté sur l'importance de suivre et de détecter les nouveaux variants de coronavirus. "Le variant Omicron BA.5 est toujours le variant dominant en Europe. Nous devons rester vigilants quant à d'autres variants. Par exemple, la souche BA.4.6 se répand rapidement aux Etats-Unis, et a déjà été détectée en Europe. Le variant BA.2.75 est également préoccupant", a-t-il affirmé.

MISE AUX POINGS

«Un chantage nucléaire est aussi utilisé (...) J'aimerais rappeler à ceux qui font ce genre de déclarations que notre pays aussi possède divers moyens de destruction. Nous utiliserons certainement tous les moyens à notre disposition pour protéger la Russie et notre peuple»

Le président russe Vladimir Poutine



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

MÉTÉO D'ALGER

Jeudi 22 septembre 2022

26 °C / 18 °C

Dans la journée : Averses
Vent : 19 km/h
Humidité : 69%

Dans la nuit : Nuageux
Vent : 12 km/h
Humidité : 81%

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

HORAIRES DES PRIÈRES

Jeudi 25 safar 1444

Dohr : 12h41
Assar : 16h08
Maghreb : 18h49
Îcha : 20h07

Vendredi
26 safar 1444
Sobh : 05h10
Chourouk : 06h37

SOUDAN DU SUD – RASD

Les relations diplomatiques sont rétablies !

Au grand dépit du Maroc, la République du Soudan du Sud a décidé officiellement de rétablir ses relations diplomatiques avec la République arabe sahraouie démocratique. La décision entre les deux pays a été prise et annoncée publiquement lors d'une rencontre, mardi, en marge de la session de l'AG de l'ONU.

En effet, selon un communiqué du ministère sahraoui des Affaires étrangères, une délégation sahraouie dirigée par le chef de la diplomatie dirigé par Mohamed Salem Ould Salek, a rencontré, mardi en marge de la 77e session de l'AG de l'ONU, son homologue de la République du Soudan du Sud pour concrétiser « la volonté des deux pays frères de rétablir leurs relations diplomatiques, conformément aux principes et



objectifs de l'Union africaine, étant deux pays membres de l'Organisation continentale ». Ont assisté à cette rencontre du côté de la République du Soudan du Sud, le vice-président, Hussein Abdelbagi Akol,

l'ambassadeur et représentant permanent auprès de l'ONU, Akuei Bona Malwal ainsi que la conseillère à la Mission permanente auprès de l'ONU, Margaret Gabriel Chang. Du côté sahraoui, Mohamed Salem Ould Salek, ministre des Affaires étrangères, l'ambassadeur Sidi Mohamed Omar, représentant permanent du Front Polisario auprès de l'ONU, Malainine Salama, vice-représentant permanent à l'ONU ainsi que le responsable de la région Amérique latine et Caraïbes ont pris part à cette rencontre. Le Soudan du Sud et la République sahraouie avaient échangé la reconnaissance en 2011, une année durant laquelle le gouvernement du Soudan du Sud a reçu des responsables du Front Polisario et annoncé sa reconnaissance de la République sahraouie.

Ce rapprochement officiel ainsi acté au grand jour entre le Soudan du Sud et la RASD, sur la base des principes et objectif de l'UA, est un autre coup dur pour le royaume du Maroc qui continue à faire croire, mal lui en a pris, que ses thèses fantaisistes pour le Sahara occidental portent dans le Continent. Or, la dernière colonie en Afrique comme question de décolonisation gagne plus que jamais en consensus au sein de l'organisation panafricaine.

F. G.

CORONAVIRUS

7 nouveaux cas et aucun décès ces dernières 24h

Sept (7) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et cinq (5) guérisons ont été enregistrés, alors qu'aucun décès n'a été déploré ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, mercredi, le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'établit ainsi à 270.619, celui des décès reste inchangé (6879 cas), alors que le nombre total des patients guéris passe à 182.266 cas. Par ailleurs, un (1) patient est actuellement en soins intensifs, souligne la même source, relevant que 46 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas. Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

MARCHÉ PÉTROLIER

Le prix du Brent à plus de 90 dollars

Les cours du pétrole étaient en hausse, hier, dopés notamment par une potentielle montée des tensions géopolitiques. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 2,12%, à 92,54 dollars, tandis que le baril de West Texas Inter médiate (WTI) américain, pour livraison le même mois, dont c'était le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, grimpait de 2,13% à 85,73 dollars. De ce fait, les cours des deux références mondiales du brut ont alors bondi de près de 3%. Les analystes soulignent que « les tensions géopolitiques devraient renforcer les perspectives de plus en plus sombres et incertaines pour l'économie mondiale ». Outre leur impact sur « l'approvisionnement en pétrole des marchés mondiaux, les préoccupations augmentent à l'égard du ralentissement économique », esti-

ment-ils. Le marché attend également, hier, la publication de l'état des stocks américains de pétrole par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Les analystes tablent sur une augmentation de « 2,2 millions de barils des réserves commerciales de brut, mais aussi sur une baisse de 450 000 barils pour l'essence », selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg.

Sur le marché du gaz naturel, le contrat à terme du TTF néerlandais, référence du marché européen, évoluait à la hausse à 212,255 euros le mégawatheure (MWh) après les déclarations du président russe, mais restait tout de même en baisse de près de 40% par rapport à son récent sommet atteint fin août à 342,002 euros, proche du record historique.

L. Zeggane

SNTF

Reprise du transport ferroviaire de voyageurs Bechar-Oran-Bechar

Le transport ferroviaire de voyageurs a repris mercredi pour la desserte reliant Bechar à Oran (aller-retour), a-t-on appris du directeur régional de la société nationale des transports ferroviaires (SNTF). "Le train de nuit comportant des places en couchettes pour les voyageurs, a repris ce mercredi sur la ligne Bechar-Oran, après un arrêt de plus de trois (3) mois pour cause d'ensablement d'une partie de cette ligne entre les wilayas de Naâma et Sidi-Bel-Abbès", a précisé le directeur de la région ferroviaire d'Oran de la SNTF, Mourad Dib, dans un entretien téléphonique avec l'APS.

LE PRÉSIDENT L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA PALESTINE

« Le poids de l'Algérie impulsera notre cause »

Le président de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Boughali a reçu, hier au siège de l'APN, le président de l'Assemblée nationale palestinienne, Rouhi Fatouh, selon un communiqué de la Chambre basse du Parlement.

Boughali a réaffirmé "le soutien constant de l'Algérie à la cause palestinienne, placée en tête des priorités", indiquant que le peuple algérien aspirait à "unifier les rangs palestiniens et mettre fin à la division" avant d'entamer une nouvelle page d'unité nationale, pour laquelle "le Sommet arabe à Alger constituera une occasion propice, car visant à concrétiser l'unité du rang arabe". L'Algérie œuvre, sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à mettre en avant la cause palestinienne, a soutenu Boughali, se disant convaincu que la prochaine échéance arabe donnera lieu à des décisions à la hauteur des aspirations des peuples arabes. De son côté, Fatouh a salué "les efforts que l'Algérie a toujours déployés dans le cadre de son soutien au droit du peuple palestinien à établir son Etat indépendant", rappelant que "les Palestiniens se sont toujours inspirés des valeurs de la Révolution algérienne dans leur lutte contre l'occupation". Il s'est dit optimiste par rapport au Sommet arabe prévu à Alger en novembre, indiquant que "le poids de l'Algérie aujourd'hui, sous la direction de Abdelmadjid Tebboune, et son actif riche d'expériences politiques et de combats impulseront la cause palestinienne et permettront de parvenir à des solutions pratiques à même d'unifier le rang arabe", a conclu le communiqué.

R. N.

SOUS-RIRE

Oran : arrestation d'un individu dans une affaire de vol de bijoux d'une valeur de 9 millions DA

